

FAITS SAILLANTS

(en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)

Résultats	T3 2001			Augmentation/ (Diminution) c. T3-2000		CUMUL T3 2001		Augmentation/ (Diminution) c.CUMUL T3-2000	
	\$	\$	%	\$	%	\$	\$	%	
Revenus	2 234\$	139 \$	7 %	(251) \$	(10 %)	6 912\$	410 \$	6 %	
Provision pour créances irrécouvrables	117\$	17 \$	17 %	(100) \$	(46 %)	434\$	134 \$	44 %	
Frais autres que d'intérêts	1 421\$	95 \$	7 %	17 \$	1 %	4 222\$	294 \$	7 %	
Revenu net	444\$	43 \$	10 %	(163) \$	(27 %)	1 467\$	95 \$	7 %	
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	17,8%		2,1%		(6,9)%	19,5%		0,9%	
Rendement de l'avoir des actionnaires	16,8%		1,8%		(6,9)%	18,6%		0,7%	
Résultat dilué par action avant amortissement	0,88\$	0,15\$	21 %	(0,27)\$	(23 %)	2,80\$	0,31\$	12 %	
Résultat dilué par action	0,83\$	0,14\$	20 %	(0,27)\$	(25 %)	2,66\$	0,27\$	11 %	
Ratio des frais aux revenus	63,6%		0,4%		7,1%	61,1%		0,7%	

Résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels

Revenus	2 234\$	158 \$	8 %	38 \$	2 %	6 579\$	296 \$	5 %
Provision pour créances irrécouvrables	117\$	17 \$	17 %	- \$	0 %	334\$	34 \$	11 %
Frais autres que d'intérêts	1 421\$	95 \$	7 %	17 \$	1 %	4 222\$	294 \$	7 %
Revenu net	444\$	54 \$	14 %	22 \$	5 %	1 269\$	27 \$	2 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	17,8%		2,5%		0,6%	16,9%		0,1%
Rendement de l'avoir des actionnaires	16,8%		2,3%		0,6%	15,9%		(0,2)%
Résultat dilué par action avant amortissement	0,88\$	0,17\$	24 %	0,08\$	10%	2,43\$	0,18\$	8 %
Résultat dilué par action	0,83\$	0,16\$	24 %	0,07\$	9%	2,29\$	0,14\$	7 %
Ratio des frais aux revenus	63,6%		(0,2)%		(0,3)%	64,2%		1,7%

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

La Banque de Montréal annonce une augmentation de ses résultats au troisième trimestre

MONTRÉAL, le 28 août 2001– Pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2001, la Banque de Montréal a déclaré un revenu net de 444 millions de dollars, un résultat par action avant amortissement de 0,88 \$ et un rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement de 17,8 %.

«Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action avant amortissement a progressé de 24 % par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, grâce surtout à l'augmentation du revenu net du groupe Services d'investissement et à l'amélioration des résultats du groupe Particuliers et entreprises, a déclaré M. Tony Comper, président du conseil et chef de la direction de la Banque de Montréal. Les résultats des Services d'investissement ont augmenté considérablement, ce qui montre la capacité de ce groupe d'obtenir un bon rendement, en dépit d'une conjoncture difficile des marchés financiers.»

«L'amélioration des résultats de notre groupe Particuliers et entreprises découle de la croissance des volumes dans nos réseaux canadien et américain. Quant au groupe Gestion privée, qui continue à accroître sa capacité de distribution pour s'assurer la réussite à l'avenir, il a subi les contrecoups de la baisse des volumes de transactions qui a frappé l'ensemble de ce secteur d'activité», a ajouté M. Comper.

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net des Services d'investissement a atteint 163 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2001, soit une hausse de 28 millions de dollars, ou de 20 %, comparativement à l'an dernier, grâce à de meilleurs résultats des secteurs sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt et des transactions effectuées par les clients.

Les résultats du groupe Particuliers et entreprises, abstraction faite des éléments exceptionnels, ont progressé de 13 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, la Banque ayant augmenté ses revenus grâce à la croissance des volumes au Canada et aux États-Unis, tout en maintenant ses marges. L'augmentation des revenus a toutefois été partiellement neutralisée par une hausse de 5 % des frais par rapport à la même période de l'exercice précédent, hausse attribuable à la poursuite des investissements du groupe pour assurer sa croissance future.

Le groupe Gestion privée a continué au troisième trimestre à concentrer ses efforts sur sa stratégie à long terme, qui consiste à étendre son réseau de distribution, à étendre ses services de gestion de patrimoine aux États-Unis et à miser sur la gamme complète des produits et services de la Banque. La baisse du volume des transactions effectuées par les clients et la poursuite de la détérioration de la conjoncture du marché ont influé considérablement sur les résultats financiers du groupe. Son revenu net, qui était de 44 millions de dollars pour la même période de l'an dernier, s'établit à 29 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2001.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action avant amortissement a progressé de 10 % par rapport au deuxième trimestre, et le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement s'est accru de 0,6 point de pourcentage. Le revenu net a augmenté de 22 millions de dollars, ou de 5 %.

L'amélioration des résultats s'explique par l'augmentation du revenu net des groupes Particuliers et entreprises et Services d'entreprise, augmentation partiellement neutralisée par la diminution du revenu net des groupes Services d'investissement et Gestion privée.

Les résultats du groupe Particuliers et entreprises ont bénéficié de la hausse des revenus résultant de l'accroissement des volumes de produits et du plus grand nombre de jours dans le troisième trimestre. Les volumes ont augmenté par rapport au trimestre précédent, reflétant ainsi l'amélioration des ventes au Canada et la poursuite de la croissance aux États-Unis.

Les résultats du groupe Services d'investissement sont demeurés robustes, surtout si on tient compte de l'affaiblissement des marchés financiers, mais ils sont inférieurs aux résultats records inscrits au deuxième trimestre. Ce recul est attribuable au ralentissement de l'activité des clients sur les marchés financiers, à la diminution des revenus des activités de fusion et acquisition des Services bancaires d'investissement et à la baisse des revenus et commissions provenant du secteur des opérations sur actions.

Le revenu net de la Gestion privée a diminué, la faiblesse des conditions du marché et le ralentissement des activités de négociation au cours des mois d'été ayant entraîné une baisse des volumes de transactions.

Au deuxième trimestre, les résultats comprenaient des gains exceptionnels provenant de la vente de la participation de la Banque dans Bancomer et de certaines succursales, ainsi qu'une augmentation exceptionnelle de la provision générale pour créances irrécouvrables.

Comparaison des neuf premiers mois des exercices 2001 et 2000

Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action avant amortissement pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2001 a progressé de 8 %, et le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement a gagné 0,1 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Le revenu net, qui se chiffre à 1 269 millions de dollars, a augmenté de 2 %.

Cette amélioration découle des résultats du groupe Services d'investissement. Les résultats du groupe Particuliers et entreprises ont aussi augmenté, tandis que le revenu net du groupe Gestion privée diminuait.

Les Services bancaires d'investissement ont bénéficié de l'amélioration des résultats des secteurs liés aux marchés financiers, amélioration due à des taux d'intérêt plus favorables et à un plus grand nombre de transactions effectuées par les clients.

Les revenus du groupe Particuliers et entreprises ont augmenté, grâce à l'accroissement des volumes et à l'amélioration des marges. Les frais ont aussi augmenté, en raison de la hausse des investissements dans certaines initiatives et des coûts relatifs au personnel des services à la clientèle.

Le revenu net de la Gestion privée a reculé par rapport à l'an dernier, en raison de l'exceptionnelle vigueur des marchés financiers au cours du précédent exercice.

La Banque a indiqué qu'en raison du ralentissement de la croissance économique en Amérique du Nord, les prévisions quant à la croissance du résultat par action avant amortissement pour l'exercice 2001 sont de 6 % à 8 % approximativement, et les prévisions quant au rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement sont de 16 % à 17 % approximativement, abstraction faite des éléments exceptionnels dans les deux cas.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PRÉVISIONNELLES

À l'occasion, la Banque de Montréal fait des déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites. Ces déclarations peuvent figurer dans le présent communiqué de presse ou dans le rapport du troisième trimestre 2001 aux actionnaires ci-joint, dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Dans le cas de ces énoncés, nous nous prévalons de la protection de la règle refuge sur les énoncés prospectifs du *Private Securities Litigation Reform Act* des États-Unis, de 1995. Ces déclarations prévisionnelles comprennent, sans toutefois y être limitées, des observations concernant nos objectifs et nos stratégies, notre situation financière, les résultats de nos activités d'exploitation et de nos secteurs d'activité, nos prévisions concernant nos activités et l'économie du Canada et des États-Unis et une analyse de notre gestion du risque et du capital.

Cependant, de par leur nature même, ces déclarations prévisionnelles comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, généraux et spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prévisionnelles ne se matérialisent pas. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du présent rapport de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Les déclarations prévisionnelles peuvent être influencées par les facteurs suivants : les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous oeuvrons, notamment les pressions qui s'exercent continuellement en matière de tarification des prêts et des dépôts, et la conjoncture politique et économique, dont l'évolution de l'inflation et les changements technologiques. La Banque de Montréal tient à souligner que la liste des facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres événements et incertitudes éventuels. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations provisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par la Banque ou en son nom.

Relations avec les médias

Ronald Monet, Montréal, (514) 877-1101

Relations avec les investisseurs

Susan Payne
Vice-présidente, Relations avec les investisseurs
susan.payne@bmo.com
(416) 867-6656

Lynn Inglis
Directrice principale
Relations avec les investisseurs
lynn.inglis@bmo.com
(416) 867-5452

Chef des finances

Karen Maidment
Vice-présidente à la direction et chef des finances
karen.maidment@bmo.com
(416) 867-6776

La Banque de Montréal invite les investisseurs à assister à la conférence qui portera sur les résultats du troisième trimestre de la Banque, **le mardi 28 août 2001, à 14 h (H.A.E.)**. Voici comment accéder à la conférence en mode écoute seulement :

Par Internet : www.bmo.com/investorrelations
Par téléphone : Sans frais : 1-877-871-4065 ou
À Toronto : (416) 641-6449

Il sera possible d'écouter l'enregistrement de la conférence jusqu'au vendredi 7 septembre 2001, en composant le 1-800-558-5253 et en indiquant le numéro de réservation 171 143 82. L'émission Web sera également accessible sur notre site Internet pendant trois mois ou jusqu'au 28 novembre 2001.

Le communiqué, les présentations et les données financières complémentaires sur les résultats du troisième trimestre sont accessibles sur le site Internet de la Banque www.bmo.com/investorrelations et à nos bureaux situés au 1, First Canadian Place, 18^e étage, Toronto (Ontario).

Le texte du rapport aux actionnaires sur le troisième trimestre 2001 de la Banque suit.

RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE 2001 AUX ACTIONNAIRES

Je suis heureux de présenter le rapport du troisième trimestre de 2001 de la Banque de Montréal aux actionnaires.

Tony Comper
Président et chef de la direction
Le 28 août 2001

ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Les utilisateurs de l'analyse intermédiaire des résultats de l'exploitation sont censés avoir lu l'analyse de l'exploitation annuelle ou y avoir accès. Cette analyse fait partie du Rapport annuel 2000 de la Banque, qui est à la disposition du public sur le site Internet de la Banque (www.bmo.com). Nous incitons les lecteurs désireux de mieux comprendre les activités de la Banque à se reporter à l'analyse de l'exploitation annuelle.

REVUE DES RÉSULTATS

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net de la Banque de Montréal pour le troisième trimestre de 2001 se chiffre à 444 millions de dollars, soit une progression de 43 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, qui avaient haussé le revenu net de 11 millions de dollars au troisième trimestre de l'an dernier, le revenu net a progressé de 54 millions de dollars, ou de 14 %.

Le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement pour le troisième trimestre s'établit à 17,8 %, soit une hausse de 2,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre de l'an dernier. Si on exclut les éléments exceptionnels de l'exercice précédent, le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement a augmenté de 2,5 points de pourcentage comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2000.

Le rendement de l'avoir des actionnaires s'établit à 16,8 % pour le troisième trimestre, alors qu'il était de 15 % pour la même période de l'an dernier. Abstraction faite des éléments exceptionnels de l'an dernier, le rendement de l'avoir des actionnaires s'est accru de 2,3 points de pourcentage.

Le résultat par action avant amortissement a atteint 0,88 \$, soit une hausse de 0,15 \$, ou de 21 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. Abstraction faite des éléments exceptionnels du troisième trimestre de 2000, le résultat par action avant amortissement s'établit à 0,17 \$, soit une amélioration de 24 % par rapport à l'an dernier. Dans le présent document, les expressions «résultat par action» et «résultat par action avant amortissement» désignent, à moins d'indication contraire, le résultat par action «dilué».

Le résultat par action s'établit à 0,83 \$ pour le trimestre, alors qu'il était de 0,69 \$ l'an dernier. En excluant les éléments exceptionnels de l'exercice précédent, le résultat par action s'est accru de 0,16 \$, ou de 24 %.

Le profit économique net a atteint 184 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'il était de 124 millions de dollars l'an dernier.

Les résultats du troisième trimestre de l'an dernier comprenaient un gain de 19 millions de dollars (11 millions après impôts) provenant de la vente de succursales. Cette année, le troisième trimestre ne comporte aucun élément exceptionnel. L'incidence des éléments exceptionnels sur les résultats est présentée en détail à la page 12.

L'adoption d'une nouvelle méthode de comptabilisation de la participation que la Banque détenait dans Bancomer et d'une nouvelle norme comptable concernant les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs des employés a une incidence sur la comparaison du revenu net des deux trimestres. Si les méthodes comptables utilisées en 2001 avaient été appliquées l'an dernier, le revenu net du troisième trimestre de 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels, serait supérieur de 68 millions de dollars à celui du trimestre correspondant en 2000, et le résultat par action serait lui aussi supérieur de 0,19 \$ à celui de l'an dernier.

L'amélioration des résultats a été favorisée par l'augmentation du revenu net du groupe Services d'investissement. Le revenu net des groupes Particuliers et entreprises, Emfisys et Services d'entreprise a aussi augmenté, tandis que celui du groupe Gestion privée diminuait.

Malgré une conjoncture difficile des marchés financiers, les résultats des Services d'investissement se sont remarquablement améliorés, grâce au dynamisme persistant des secteurs d'activité liés à ces marchés. Ce groupe a bénéficié de l'amélioration considérable des résultats des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et de l'augmentation des revenus provenant des transactions effectuées par les clients, y compris le secteur des marchandises, qui avait subi des pertes l'an dernier. Les résultats ont aussi été avantagés par le revenu de dividendes tiré des opérations de banque d'affaires. Les frais ont augmenté comparativement à l'an dernier, surtout à cause de la hausse de la rémunération liée à la production de revenus. La provision pour créances irrécouvrables a, elle aussi, augmenté, en raison d'une conjoncture moins favorable dans certains secteurs des États-Unis.

Si on exclut les éléments exceptionnels de l'exercice précédent, les résultats du groupe Particuliers et entreprises se sont améliorés grâce à l'accroissement des volumes. Les frais se sont accrues en raison de la hausse des coûts des avantages sociaux et de dotation en personnel de vente et service, de l'augmentation des dépenses liées aux initiatives d'affaires et de l'effet de la conversion des devises. Les volumes ont augmenté par rapport au trimestre précédent, grâce à la progression des ventes au Canada et à la poursuite de la croissance aux États-Unis.

Comme il faut s'y attendre dans la conjoncture actuelle, le revenu net du groupe Gestion privée a diminué, en grande partie à cause de la baisse marquée des revenus tirés des transactions effectuées par les clients des services de placement traditionnels et en direct ainsi que de l'augmentation des frais liés aux entreprises acquises et des dépenses liées aux initiatives d'affaires.

Les résultats d'Emfisys et des Services d'entreprise se sont améliorés comparativement à l'an dernier en raison de l'augmentation des revenus généraux et d'une provision pour impôts plus avantageuse, étant donné diverses initiatives fiscales à l'échelle de la Banque et la résolution de certains problèmes

avec les autorités fiscales. Les revenus de l'exercice précédent comprenaient des gains importants tirés de la vente de titres

La provision pour créances irrécouvrables a augmenté par rapport à l'an dernier, mais est demeurée inchangée comparativement au deuxième trimestre. Le solde des prêts douteux s'est accru en raison de faiblesses persistantes aux États-Unis, particulièrement dans les secteurs des télécommunications et de la fabrication. Toutefois, le niveau des prêts douteux est considéré comme normal à ce stade du cycle économique.

Tel qu'il est expliqué plus en détail à la page 16, les prévisions quant à la croissance du résultat annuel par action avant amortissement pour l'exercice 2001 sont de 6 % à 8 % approximativement, et les prévisions quant au rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement sont de 16 % ou 17 % approximativement, abstraction faite des éléments exceptionnels dans les deux cas. Ces changements s'expliquent par l'accroissement des provisions pour créances irrécouvrables, l'affaiblissement récent du marché des actions destiné aux particuliers et une conjoncture difficile aux États-Unis.

Le 23 mai 2001, la Banque a annoncé son intention de porter le plafond de son programme de rachat d'actions de 30 millions à 52 millions d'actions. Au cours du trimestre, la Banque a racheté 11,4 millions d'actions, à un coût moyen de 38,20 \$ par action et à un coût total de 436 millions de dollars. Dans le cadre du programme actuel et jusqu'au 31 juillet 2001, la Banque a racheté 32,6 millions d'actions à un coût moyen par action de 38,68 \$ et à un coût total de 1 260 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2000 et jusqu'au 31 juillet 2001, la Banque a versé 1,8 milliard de dollars à ses actionnaires au moyen de rachats d'actions. À eux seuls, les rachats d'actions ont permis d'accroître le résultat par action de 0,05 \$, ou de 7 points de pourcentage; l'augmentation globale du résultat par action, comparativement à l'an dernier, est de 24 %.

Au cours du trimestre, la Banque a conclu l'acquisition déjà annoncée de la First National Bank of Joliet, aux États-Unis, ce qui a entraîné, au 31 juillet 2001, une augmentation de 2 milliards de dollars canadiens de son actif, et de 1,6 milliard de dollars canadiens de son passif. La Banque a également conclu l'acquisition du Groupe de fonds Guardian ltée, dont l'actif sous gestion au Canada s'élève à 2 milliards de dollars.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Le revenu net, qui était de 607 millions de dollars au deuxième trimestre, a diminué de 163 millions au troisième trimestre. Abstraction faite des éléments exceptionnels du deuxième trimestre, le revenu net s'est accru de 22 millions de dollars, ou de 5 %.

Le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement s'établit à 17,8 % pour le troisième trimestre, soit une baisse de 6,9 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre. En excluant les éléments exceptionnels du trimestre précédent, le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement s'est accru de 0,6 point de pourcentage.

Le rendement de l'avoir des actionnaires s'établit à 16,8 %, soit une diminution de 6,9 points de pourcentage comparativement au deuxième trimestre. Si on exclut les éléments exceptionnels, le rendement de l'avoir des actionnaires a progressé de 0,6 point de pourcentage.

Le résultat par action avant amortissement a atteint 0,88 \$, soit une baisse de 0,27 \$, ou de 23 %, par rapport au deuxième trimestre. Abstraction faite des éléments exceptionnels du trimestre précédent, le résultat par action avant amortissement s'établit à 0,08 \$, soit une hausse de 10 % comparativement au trimestre précédent.

Le résultat par action est passé de 1,10 \$ au deuxième trimestre à 0,83 \$ au troisième trimestre. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action s'est accru de 0,07 \$, ou de 9 %.

Le profit économique net a diminué de 168 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre du présent exercice, en raison des gains exceptionnels inscrits au deuxième trimestre.

Des éléments exceptionnels avaient influé sur les résultats au deuxième trimestre. Ces éléments comprenaient un gain après impôts de 239 millions de dollars provenant de la vente de la participation de la Banque dans Bancomer, une augmentation, par mesure de prudence, de 100 millions de dollars de sa provision générale pour créances irrécouvrables et un gain après impôts de 4 millions de dollars provenant de la vente de succursales.

La progression du revenu net s'explique par l'augmentation du revenu net du groupe Particuliers et entreprises ainsi que par l'amélioration des résultats d'Emfisys et des Services d'entreprise. Le revenu net des Services d'investissement est demeuré élevé, en baisse, toutefois, par rapport aux résultats records du deuxième trimestre, tandis que le revenu net de la Gestion privée a fléchi, en raison de la diminution persistante des volumes de transactions.

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises s'est accru par rapport au trimestre précédent, grâce à l'augmentation des revenus résultant de la croissance des volumes de produits et au plus grand nombre de jours compris dans le troisième trimestre. Les frais ont aussi augmenté modérément, étant donné que le trimestre compte un plus grand nombre de jours.

Bien que le revenu net des Services d'investissement ait diminué par rapport aux résultats records du deuxième trimestre, il est demeuré élevé en dépit de la difficile conjoncture du marché. Cette faiblesse du marché s'est reflétée sur les volumes de transactions effectuées par les clients sur les marchés financiers. La baisse des revenus dans le secteur Investissements et services aux grandes entreprises et l'augmentation des frais du groupe SI ont également contribué à la diminution du revenu net. Le secteur des opérations de banque d'affaires a été avantagé par les revenus de dividendes enregistrés au cours du trimestre.

Le revenu net du groupe Gestion privée a fléchi en raison de la réduction des volumes de transactions dans le secteur des placements et de la baisse des revenus de services tarifés au troisième trimestre. Le ralentissement des activités de négociation au cours de l'été et la faiblesse du marché sont à l'origine de ces diminutions.

Le revenu net d'Emfisys et des Services d'entreprise s'est accru grâce à la hausse des revenus généraux et aux initiatives fiscales à l'échelle de la Banque.

Le solde brut des prêts douteux s'est accru d'environ 183 millions de dollars, en raison de l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs des communications, du commerce de détail et de la fabrication, mais il demeure dans les limites prévues, étant donné le piètre contexte économique aux États-Unis.

Comparaison des neuf premiers mois des exercices 2001 et 2000

Le 23 janvier 2001, le Conseil d'administration de la Banque a déclaré un dividende en actions de 100 %, qui s'est traduit par un fractionnement des actions ordinaires de la Banque à raison de deux actions pour une. Toutes les données concernant le nombre et le cours des actions tiennent compte des effets de ce fractionnement et toutes les données comparatives des périodes précédentes ont été retraitées en conséquence.

Le revenu net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2001 se chiffre à 1 467 millions de dollars, soit une hausse de 95 millions de dollars par rapport à la même période en 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net s'est accru de 27 millions de dollars, ou de 2 %, pour atteindre 1 269 millions de dollars.

Le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement depuis le début de l'exercice s'établit à 19,5 %, soit une hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à la même période en 2000. En excluant les éléments exceptionnels des deux périodes, le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement s'établit à 16,9 %, soit une hausse de 0,1 point de pourcentage.

Le rendement de l'avoir des actionnaires a atteint 18,6 %, soit une hausse de 0,7 % par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2000. Si on ne tient pas compte des éléments exceptionnels, le rendement de l'avoir des actionnaires a diminué de 0,2 point de pourcentage, pour s'établir à 15,9 %.

Le résultat par action avant amortissement pour les neuf premiers mois de l'exercice s'établit à 2,80 \$, soit une progression de 0,31 \$, ou de 12 %, par rapport à la même période en 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action avant amortissement s'établit à 2,43 \$, soit une hausse de 0,18 \$, ou de 8 %.

Le résultat par action a atteint 2,66 \$, alors qu'il était de 2,39 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2000. En excluant les éléments exceptionnels, le résultat par action s'établit à 2,29 \$, soit une hausse de 0,14 \$, ou de 7 %, comparativement à l'an dernier.

Le profit économique net se chiffre à 682 millions de dollars depuis le début de l'exercice, alors qu'il était de 551 millions de dollars l'an dernier.

Au cours des premier et deuxième trimestres de l'exercice 2001, la Banque a vendu la totalité de sa participation dans Bancomer, soit 1 012 millions d'actions, obtenant ainsi un gain exceptionnel de 321 millions de dollars (272 millions de dollars après impôts). La Banque a également inscrit une augmentation exceptionnelle de 100 millions de dollars (58 millions de dollars après impôts) à sa provision générale pour créances irrécouvrables au cours du deuxième trimestre de 2001. Il n'y avait pas eu de charge comparable pour les neuf premiers mois de l'exercice 2000. Les effets de cette augmentation et d'autres éléments exceptionnels sont expliqués à la page 12.

Après avoir réduit sa participation dans Bancomer au troisième trimestre de l'exercice 2000, la Banque de Montréal a décidé de comptabiliser cette participation à sa valeur d'acquisition plutôt qu'à sa valeur de consolidation. Ce changement de méthode comptable et l'adoption au cours du présent exercice d'une nouvelle norme comptable concernant les avantages sociaux des employés ont une incidence sur la comparaison du revenu net des exercices 2001 et 2000. Si les méthodes comptables utilisées en 2001 avaient été appliquées l'an dernier, abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net des neuf mois terminés le 31 juillet 2001 serait supérieur de 111 millions de dollars à celui

de la période correspondante de l'exercice précédent, et le résultat par action serait supérieur de 0,31 \$, à celui de la même période l'an dernier.

Les résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels, reflètent l'excellente performance des Services d'investissement, découlant principalement de l'amélioration des résultats des secteurs liés aux marchés financiers; cette amélioration est attribuable aux taux d'intérêt plus élevés et au plus grand nombre de transactions effectuées par les clients, y compris les meilleurs résultats dans le secteur des marchandises. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a également progressé, en raison de la croissance des volumes, de l'élargissement des marges, de l'augmentation des autres revenus et d'un plus faible amortissement de l'écart d'acquisition après impôts, facteurs qui ont plus que compensé la hausse des frais liés à la dotation en personnel et aux initiatives d'affaires. Le revenu net d'Emfisys et des Services d'entreprise est demeuré essentiellement inchangé, l'accroissement des revenus, les avantages d'initiatives fiscales à l'échelle de la Banque et la résolution de certains problèmes avec les autorités fiscales ayant contrebalancé les diminutions dues au fléchissement du revenu net constaté à l'égard de la participation de la Banque dans Bancomer, à la suite de l'adoption de la méthode de comptabilisation selon la valeur d'acquisition, et à des gains réalisés à la vente de titres de placement plus élevés en 2000. Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué, en grande partie à cause de la baisse des volumes de transactions effectuées par les clients.

Incidence des éléments exceptionnels (en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)

Résultats	T3-2001	T2-2001	CUMUL-2001	T3-2000	CUMUL-2001
Revenus (bic)	2 234 \$	2 485 \$	6 912 \$	2 095 \$	6 502 \$
Provision pour créances irrécouvrables	117 \$	217 \$	434 \$	100 \$	300 \$
Frais autres que d'intérêts	1 421 \$	1 404 \$	4 222 \$	1 326 \$	3 928 \$
Frais autres que d'intérêts	444 \$	607 \$	1 467 \$	401 \$	1 372 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	17,8 %	24,7 %	19,5 %	15,7 %	18,6 %
Rendement de l'avoir des actionnaires	16,8 %	23,7 %	18,6 %	15,0 %	17,9 %
Résultat dilué par action avant amortissement	0,88 \$	1,15 \$	2,80 \$	0,73 \$	2,49 \$
Résultat dilué par action	0,83 \$	1,10 \$	2,66 \$	0,69 \$	2,39 \$
Ratio des frais aux revenus	63,6 %	56,5 %	61,1 %	63,2 %	60,4 %

Éléments exceptionnels	Entité d'exploitation	T3-2001	T2-2001	CUMUL-2001	T3-2000	CUMUL-2001
Augmentation des revenus						
Gain à la vente de Partners First	PE	- \$	- \$	- \$	- \$	112 \$
Gain à la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises aux États-Unis	SE	-	-	-	-	74
Gain à la vente de succursales	PE	-	5	12	19	33
Gain à la vente de Bancomer	SE	-	284	321	-	-
Total des revenus - Éléments exceptionnels		-	289	333	19	219
Augmentation de la provision pour créances irrécouvrables						
	SE	-	100	100	-	-
Augmentation / (Diminution) - Revenu avant impôts		-	189	233	19	219
Augmentation des impôts sur le revenu						
Impôts sur le revenu - Éléments exceptionnels		-	4	10	8	89
Rajustement de l'actif d'impôts futurs en raison des réductions fédérales proposées		-	-	25	-	-
		-	4	35	8	89
Augmentation / (Diminution) - Revenu net		- \$	185 \$	198 \$	11 \$	130 \$

Résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels	T3-2001	T2-2001	CUMUL-2001	T3-2000	CUMUL-2001
Revenus (bic)	2 234 \$	2 196 \$	6 579 \$	2 076 \$	6 283 \$
Provision pour créances irrécouvrables	117 \$	117 \$	334 \$	100 \$	300 \$
Frais autres que d'intérêts	1 421 \$	1 404 \$	4 222 \$	1 326 \$	3 928 \$
Revenu net	444 \$	422 \$	1 269 \$	390 \$	1 242 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	17,8 %	17,2 %	16,9 %	15,3 %	16,8 %
Rendement de l'avoir des actionnaires	16,8 %	16,2 %	15,9 %	14,5 %	16,1 %
Résultat dilué par action avant amortissement	0,88 \$	0,80 \$	2,43 \$	0,71 \$	2,25 \$
Résultat dilué par action	0,83 \$	0,76 \$	2,29 \$	0,67 \$	2,15 \$
Ratio des frais aux revenus (%)	63,6 %	63,9 %	64,2 %	63,8 %	62,5 %

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Les objectifs, les normes, les méthodes et les règles de régie d'entreprise en rapport avec la gestion stratégique de la Banque sont énoncés à la page 19 de son Rapport annuel 2000.

Depuis le début de l'exercice 2001, la Banque a continué à progresser dans la mise en œuvre de la phase de sa stratégie de croissance qui consiste à accélérer sa transition vers des secteurs d'activité à forte croissance et à rendement élevé. La Banque continue de cibler trois segments de clientèle dans l'ensemble du Canada et dans certaines régions particulièrement prometteuses des États-Unis :

- les particuliers et les petites et moyennes entreprises (servis par le groupe Particuliers et entreprises);
- les grandes entreprises et les institutions (servies par le groupe Services d'investissement);
- les particuliers investisseurs (servis par le groupe Gestion privée).

Le groupe Particuliers et entreprises a poursuivi la mise en œuvre d'une approche intégrée pour la prestation des services bancaires en succursale et par voie électronique, afin de faciliter la vie de nos clients en simplifiant leurs finances. Au cours des 12 derniers mois, le nombre de succursales en magasin, plus pratiques et plus rentables, est passé de 15 à 80. À la fin du trimestre, la Banque comptait 873 succursales traditionnelles au Canada, soit 103 de moins qu'au deuxième trimestre de 2000. L'optimisation continue de nos circuits de distribution a consisté notamment à vendre 84 succursales à des coopératives de crédit et à la Banque Nationale du Canada et à acquérir 12 succursales de TD Canada Trust. Au cours du trimestre, la Harris Bank a conclu l'acquisition déjà annoncée de la First National Bank of Joliet. Cette transaction permet à Harris d'étendre son réseau de banques locales, qui compte maintenant 149 succursales et 245 guichets automatiques dans la région de Chicago, et de poursuivre énergiquement son développement dans un comté qui se classe, pour son rythme de croissance, au premier rang en Illinois et au seizième rang dans l'ensemble des États-Unis. De nouveaux produits, tels que le compte d'épargne à taux Avantageux, compte à segments multiples destiné au marché des entreprises, et la possibilité d'accéder par Internet à la plupart des produits bancaires soutiennent la stratégie de croissance du groupe Particuliers et entreprises.

Au mois d'août, le magazine *Global Finance*, dans son rapport sur les meilleures banques en ligne au monde, a désigné la Banque de Montréal «Meilleure banque en ligne au Canada». Ce rapport analyse la gamme des services offerts aux grandes entreprises et aux institutions par les banques, la réussite de leurs efforts visant à convaincre les clients d'utiliser leurs services en ligne, leur capacité de former des alliances ou des partenariats fructueux sur Internet, la conception et les fonctionnalités de leurs sites Internet et la diversité des voies d'accès.

La stratégie du groupe Gestion privée consiste à se démarquer de ses concurrents en renforçant l'identité de la marque et en offrant aux clients des conseils de la plus grande qualité pour les aider à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire fructifier. À ces objectifs s'ajoute celui d'offrir d'excellents produits et un maximum de choix et de souplesse par le biais de réseaux de distribution ciblés. Au cours des neuf premiers mois du présent exercice, ce groupe a continué à développer son équipe nord-américaine de vendeurs spécialistes du placement, achevé l'intégration de la société de courtage en direct Freeman Welwood, de Seattle, et de la Century Bank, en Arizona, et lancé un certain nombre de produits et services, notamment Harris AdvantEdge Investing. Au troisième trimestre, la Banque a conclu l'acquisition du Groupe de fonds Guardian Limitée, qui

compte un actif sous gestion de 2 milliards de dollars. Cette transaction stratégique fournit au groupe une excellente plateforme pour continuer d'étendre ses activités dans le domaine des fonds d'investissement, de même qu'une importante nouvelle capacité de distribution par la voie des conseillers en placement.

Le groupe Services d'investissement a, pour sa part, continué à faire une priorité de l'accroissement du rendement, en tablant sur le développement d'activités à potentiel élevé et en réaffectant des capitaux à des secteurs d'activité plus rentables. La stratégie de ce groupe consiste en grande partie à mettre à profit la position de chef de file de BMO Nesbitt Burns au Canada. Au cours du troisième trimestre, BMO Nesbitt Burns s'est classée première au Canada pour la valeur des blocs d'actions négociés et a maintenu sa position de chef de file dans le secteur des prises fermes de titres de participation. Le groupe est également déterminé à poursuivre son expansion sur le marché très rentable des moyennes entreprises du Midwest américain et à accroître sa présence de manière sélective dans les secteurs de l'énergie, des médias et des communications. Au cours du trimestre, le regroupement des services bancaires aux entreprises et des services d'investissement au sein de Harris Nesbitt a démontré l'efficacité soutenue de sa stratégie intégrée pour le marché des moyennes entreprises. En rapport avec l'acquisition de certains réseaux de télévision par câble par Media Communications Corporation, l'équipe Médias et communications É.-U. a agi à titre d'arrangeur dans l'opération de financement d'une dette prioritaire de 1,4 milliard de dollars américains avec une filiale de Mediacom. BMO Nesbitt Burns a également agi à titre de co-chef de file principal pour l'émission de titres à rendement élevé d'une valeur de 400 millions de dollars américains en rapport avec le financement de cette acquisition. Le groupe poursuit aussi l'expansion de ses activités dans certains secteurs ciblés à rendement élevé, tels que les opérations de banque d'affaires, la titrisation et la gestion des instruments de crédit. L'actif sous gestion de l'équipe de gestion des instruments de crédit continue de croître, cet actif ayant atteint 10 milliards de dollars américains à la fin du trimestre, soit une hausse de un milliard de dollars américains par rapport au trimestre précédent.

L'exploitation de possibilités d'affaires électroniques dans l'ensemble des trois marchés de la Banque constitue un important élément de sa stratégie de croissance. Emfisys, une des plus grandes sociétés de recherche, de développement et de services en matière de technologies de l'information au pays, est responsable des technologies et des affaires électroniques de la Banque.

La stratégie d'Emfisys vise à en faire le fournisseur privilégié et concurrentiel de ses clients internes (les groupes Particuliers et entreprises, Gestion privée et Services d'investissement) ainsi qu'un fournisseur fiable de solutions opérationnelles et technologiques à la clientèle de toute l'Amérique de Nord; à créer des entreprises à forte croissance et à rendement élevé; à investir dans la technologie et la recherche-développement en affaires électroniques et à optimiser la production de revenus en s'appuyant sur son équipe nord-américaine de gestion de trésorerie, des alliances stratégiques, des partenariats, des coentreprises et des initiatives d'impartition.

Au cours des neuf premiers mois du présent exercice, Emfisys a continué à centrer ses efforts sur des initiatives visant à améliorer sa compétitivité, son efficacité et son service, accroissant sa productivité et la qualité de son service tout en réduisant les coûts de ses clients, c'est-à-dire les trois groupes clients de la Banque. Récemment, une importante firme de consultants en technologies de l'information a déclaré que le centre de données du secteur des technologies de l'information d'Emfisys était de calibre mondial sur les plans du fonctionnement, de la qualité et des coûts.

Le 3 août 2001, la Banque a annoncé qu'elle avait signé une entente en vue de vendre sa part du terrain sur lequel est érigé First Canadian Place, son siège de direction à Toronto. Le produit de cette

vente sera de 120 millions de dollars et cette transaction devrait donner lieu à un gain exceptionnel d'environ 90 millions de dollars après impôts à la date de la conclusion de la vente, prévue au quatrième trimestre du présent exercice. Cette entente a été signée dans le cadre de la stratégie visant à permettre à la Banque d'affecter ses capitaux à ses principales activités financières et en raison des conditions favorables du marché.

Le rendement total moyen de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans, s'établit à 23,9 % pour la période terminée le 31 juillet 2001, soit le deuxième plus bas taux parmi les grandes banques canadiennes. Cependant, pour les 12 mois terminés le 31 juillet 2001, le rendement total de l'avoir des actionnaires ordinaires de la Banque de Montréal est de 32 %, soit le deuxième des taux les plus élevés des grandes banques canadiennes. En poursuivant la mise en œuvre de sa stratégie de croissance, la Banque de Montréal entend se rapprocher de son objectif qui consiste à se classer, d'ici à 2002, dans le quart supérieur de ses groupes de référence canadien et nord-américain pour ce qui est du rendement total de l'avoir des actionnaires.

OBJECTIFS FINANCIERS POUR L'EXERCICE 2001

À la fin de l'exercice 2000, la Banque de Montréal s'était fixé des objectifs financiers plus précis et audacieux pour l'exercice 2001.

Objectifs pour l'exercice 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels :

• Croissance du résultat par action	de 10 % à 15 %
• Rendement de l'avoir des actionnaires	de 17,0 % à 17,5 %
• Croissance des revenus	de 7 % à 9 %
• Ratio des frais aux revenus comparable à celui de 2000	soit 62,8 %
• Provision pour créances irrécouvrables comparable à celle de 2000	soit 400 millions de dollars
• Taux d'imposition moyen (sur une base d'imposition comparable)	d'environ 37 %
• Croissance modérée de l'actif pondéré en fonction des risques, qui était en 2000 de	134 milliards de dollars
• Ratio de capital de première catégorie	d'au moins 8,0 %
• Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total comparable au ratio de 2000	soit 27,8 %

Tel qu'indiqué au deuxième trimestre, étant donné le ralentissement de la croissance économique en Amérique du Nord, les objectifs annuels en matière de croissance des revenus et de ratio des frais aux revenus seront difficiles à atteindre.

Bien que les résultats du troisième trimestre soient considérablement supérieurs à ceux d'il y a un an, les prévisions quant à la croissance du résultat par action avant amortissement sont de 6 % à 8 % approximativement, et les prévisions quant au rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement sont de 16 % à 17 % approximativement, abstraction faite des éléments exceptionnels dans les deux cas. Ces changements sont attribuables à l'ajout de 50 millions de dollars à la provision annuelle pour créances irrécouvrables (qui s'établit maintenant à 450 millions) annoncé au trimestre précédent, à l'affaiblissement du marché des actions destiné aux particuliers et à la persistance des mauvaises conditions économiques aux États-Unis.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels :

La croissance du résultat par action avant amortissement s'établit à 8 % et le rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement, à 16,9 %; la croissance du résultat par action se chiffre à 6,5 % et le rendement de l'avoir des actionnaires, à 15,9 %; quant à la croissance des revenus, elle s'établit à 4,7 % et le ratio des frais aux revenus, à 64,2 %.

ANALYSE DES RÉSULTATS DES ENTITÉS D'EXPLOITATION

Nous présentons ici une analyse des résultats financiers des entités d'exploitation, ainsi que leurs réalisations et objectifs respectifs. Nous faisons également une analyse distincte de la Harris Bank, dont les résultats financiers sont intégrés à ceux de chacune des entités d'exploitation.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité soit confiée à d'autres groupes clients afin de favoriser la cohérence entre la structure et les priorités stratégiques de la Banque. Lorsque c'est le cas, toutes les données comparatives sont retraitées en conséquence.

Au troisième trimestre, les résultats du secteur des titres à revenu fixe de la Harris Bank, qui étaient auparavant attribués en totalité au groupe Services d'investissement, ont été répartis parmi les entités d'exploitation, de manière à faire correspondre les éléments de passif à long terme de ces entités avec les éléments d'actif qui servent à les financer.

Au deuxième trimestre, il y a eu un transfert du groupe Particuliers et entreprises à Emfisys et aux Services d'entreprise. Ce transfert visait les frais nets d'intérêts qui demeurent non attribués aux secteurs d'activité en raison du processus d'établissement des prix de cession interne.

Revenu net par entité d'exploitation

Résultats (en millions de dollars)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Particuliers et entreprises	216 \$	187 \$	607 \$	214 \$	675 \$
Gestion privée	29	50	110	44	154
Services d'investissement	163	179	504	135	441
Emfisys et Services aux entreprises	36	191	246	8	102
Banque de Montréal	444 \$	607 \$	1 467 \$	401 \$	1 372 \$

Abstraction faite des éléments exceptionnels (en millions de dollars)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Particuliers et entreprises	216 \$	183 \$	598 \$	203 \$	589 \$
Gestion privée	29	50	110	44	154
Services d'investissement	163	179	504	135	441
Emfisys et Services aux entreprises	36	10	57	8	58
Banque de Montréal	444 \$	422 \$	1 269 \$	390 \$	1 242 \$

GROUPE PARTICULIERS ET ENTREPRISES

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) offre des services financiers, en succursale et par voie électronique, aux ménages et aux entreprises du Canada et des États-Unis.

Résultats (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Revenu net d'intérêts (bic)	774 \$	746 \$	2 279 \$	748 \$	2 170 \$
Autres revenus	335	303	945	334	1 053
Total des revenus	1 109	1 049	3 224	1 082	3 223
Provision pour créances irrécouvrables	64	63	187	59	176
Frais autres que d'intérêts	678	668	2 005	647	1 871
Impôts sur le revenu (bic) et autres	151	131	425	162	501
Revenu net	216 \$	187 \$	607 \$	214 \$	675 \$
Profit économique net	140 \$	112 \$	381 \$	140 \$	440 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	29,2 %	26,0 %	27,9 %	30,7 %	31,3 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	59 444 \$	58 590 \$	59 444 \$	56 580 \$	56 580 \$
Capital-actions ordinaire moyen	2 954 \$	2 971 \$	2 933 \$	2 798 \$	2 897 \$
Actif moyen	95 610 \$	94 695 \$	94 774 \$	92 503 \$	91 124 \$
Marge nette d'intérêts	3,21%	3,23%	3,21%	3,21%	3,18%
Ratio des frais aux revenus	61,2 %	63,7 %	62,2 %	59,8 %	58,0 %

Résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Total des revenus (bic)	1 109 \$	1 044 \$	3 212 \$	1 063 \$	3 078 \$
Provision pour créances irrécouvrables	64 \$	63 \$	187 \$	59 \$	176 \$
Frais autres que d'intérêts	678 \$	668 \$	2 005 \$	647 \$	1 871 \$
Impôts sur le revenu (bic) et autres	151 \$	130 \$	422 \$	154 \$	442 \$
Revenu net	216 \$	183 \$	598 \$	203 \$	589 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	29,2 %	25,5 %	27,4 %	29,1 %	27,4 %
Ratio des frais aux revenus	61,2 %	64,0 %	62,4 %	60,9 %	60,8 %

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net du troisième trimestre de 2001 s'établit à 216 millions de dollars, alors qu'il était de 214 millions au troisième trimestre de l'an dernier. Abstraction faite d'un gain exceptionnel de 11 millions de dollars après impôts (19 millions de dollars avant impôts) provenant de la vente de succursales l'an dernier, le revenu net a progressé de 13 millions de dollars, ou de 6%. Compte tenu des succursales vendues et achetées et abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net s'est accru de 16 millions de dollars, ou de 8%.

Les revenus ont augmenté de 27 millions de dollars comparativement à l'an dernier, pour atteindre 1 109 millions de dollars. En excluant les éléments exceptionnels du troisième trimestre de 2000, les revenus ont augmenté de 46 millions de dollars, ou de 4%. Depuis le deuxième trimestre de 2000, 67 succursales ont été vendues et 12 autres ont été achetées. Compte tenu de ces transactions, les revenus se sont accrus de 52 millions de dollars, ou de 5%. Cette progression s'explique par la croissance des volumes et par l'incidence favorable du taux de conversion des devises sur les marchés des services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. Ces deux marchés américains ont contribué à l'augmentation des revenus du groupe grâce à une croissance de 17 % du secteur des prêts et à une progression de 5 % du secteur des dépôts comparativement à l'exercice précédent.

L'an dernier, la direction a lancé une série d'initiatives liées à la stratégie de croissance de la Banque. La mise en œuvre des changements associés à ces initiatives, dont le déploiement d'un millier d'employés dans le secteur des ventes, a ralenti la croissance du volume d'affaires et de la rentabilité au cours de l'exercice 2001. Les volumes ont augmenté au cours du plus récent trimestre et la marge globale est demeurée inchangée comparativement à l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêts pour le troisième trimestre de 2001 ont augmenté de 31 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à la hausse des coûts de dotation en personnel résultant de l'augmentation du personnel affecté au service à la clientèle et à l'augmentation des coûts des avantages sociaux et des dépenses liées aux initiatives, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises sur les dépenses liées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. Le taux de croissance des frais depuis le début de l'exercice a ralenti, passant de 8 % au deuxième trimestre à 5 % au troisième.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Le revenu net a atteint 216 millions de dollars au troisième trimestre, soit 29 millions de plus qu'au trimestre précédent. Si on exclut les éléments exceptionnels du deuxième trimestre, le revenu net de 216 millions a progressé de 33 millions, ou de 18 %, comparativement au trimestre précédent.

Les revenus se chiffrent à 1 109 millions de dollars, soit une augmentation de 60 millions. En excluant le gain provenant de la vente de succursales au deuxième trimestre, les revenus ont augmenté de 65 millions de dollars, ou de 6 %. L'amélioration des résultats est due à la croissance des volumes et au plus grand nombre de jours au troisième trimestre. La croissance des volumes, qui s'établit à 1,7 % par rapport au trimestre précédent, a été plus forte qu'au deuxième trimestre, alors qu'elle était de 0,5 % par rapport au premier trimestre, ce qui indique un plus grand dynamisme dans les principaux secteurs d'activité. Les marges se sont quelque peu rétrécies en raison de la persistance des pressions exercées par le marché et la concurrence.

Les frais autres que d'intérêts ont atteint 678 millions de dollars, soit une augmentation de 10 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au deuxième trimestre, en raison du plus grand nombre de jours au troisième trimestre.

Comparaison des neuf premiers mois de 2001 et de 2000

Le revenu net des neuf premiers mois de 2001 s'établit à 607 millions de dollars, soit une diminution de 68 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Abstraction faite du gain exceptionnel provenant de la vente de succursales en 2001 et des gains provenant de la vente de Partners First et de succursales en 2000, le revenu net des neuf premiers mois s'établit à 598

millions de dollars, une hausse de 9 millions de dollars, ou de 1 %, comparativement à la même période en 2000. Compte tenu de la vente et de l'achat de succursales, le revenu net s'est accru de 19 millions de dollars, ou de 3 %.

Les revenus des neuf premiers mois, qui se chiffrent à 3 224 millions de dollars, sont pratiquement égaux à ceux de la même période de l'exercice précédent, car les gains exceptionnels tirés de la vente d'éléments d'actif étaient plus élevés l'an dernier. Abstraction faite des éléments exceptionnels des deux périodes, les revenus ont augmenté de 134 millions de dollars, ou de 4 %, pour atteindre 3 212 millions de dollars. Compte tenu de la vente et de l'achat de succursales, les revenus ont progressé de 155 millions de dollars, ou de 5 %. Cette progression s'explique par la croissance des volumes, l'élargissement des marges et l'augmentation des revenus tirés des opérations de titrisation. L'incidence favorable de ces facteurs a toutefois été partiellement neutralisée par la baisse des gains provenant de la vente de titres.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2001 ont augmenté de 134 millions de dollars, ou de 7 %, pour atteindre 2 005 millions de dollars, en grande partie à cause des dépenses liées aux initiatives d'affaires et des investissements liés au personnel des services à la clientèle.

Objectifs et perspectives du groupe

Les objectifs du groupe pour l'exercice 2001 et ses perspectives concernant ses secteurs d'activité et le contexte dans lequel il évolue figurent aux pages 30 à 33 du Rapport annuel 2000 de la Banque de Montréal. Des progrès importants ont été réalisés depuis le début de l'exercice dans la réalisation de ces objectifs.

- **Poursuite de la mise en œuvre d'une approche intégrée de la prestation des services bancaires en succursale et par voie électronique**

Le réseau de distribution du groupe au Canada comprend 873 succursales traditionnelles, soit 39 succursales de moins qu'au début de l'exercice. Il comprend maintenant 80 succursales en magasin, dont 9 ont été inaugurées cette année. Aux États-Unis, la Harris Bank a conclu l'acquisition de la First National Bank of Joliet, portant à 149 le nombre de ses banques locales et à 245 celui de ses guichets automatiques dans la région de Chicago. L'utilisation des circuits de distribution électroniques, plus particulièrement les services bancaires par téléphone et par Internet, a progressé d'environ 20 % comparativement à l'an dernier.

En collaboration avec Emfisys, groupe spécialisé en technologie et en affaires électroniques de la Banque, le groupe Particuliers et entreprises a continué à innover en proposant des fonctionnalités Web procurant plus de commodité à ses clients.

Les services bancaires aux petites entreprises ont fait des efforts considérables pour accroître le nombre de leurs clients et les encourager à utiliser les services bancaires en ligne pour entreprises. Grâce à des activités en succursale et au fait de doter leurs directeurs de la capacité d'inscrire de nouveaux clients par téléphone, ces services ont pu porter le nombre de leurs clients à 100 000.

Le programme Au choix du client, offert dans tout le pays, incite certaines petites entreprises clientes à gérer leurs opérations bancaires en ligne. Ce programme vise à déterminer les circuits de distribution de services bancaires qui répondent le mieux aux besoins des clients, tout en leur proposant choix, commodité accrue et service amélioré.

- **Poursuite de la mise en œuvre d'une approche stratégique intégrée en matière de développement et de marketing des produits destinés aux particuliers**

La Banque a continué à approfondir sa compréhension des besoins des clients et à cibler des segments de clientèle en se fondant sur leurs besoins financiers, leurs caractéristiques démographiques et leurs préférences. C'est ainsi que le groupe peut concevoir des produits et services adaptés aux besoins de chaque segment et leur adresser des messages particuliers, par l'entremise de moyens de communication comme la télévision, la radio, les sites Internet, la publicité directe et la publicité aux points de vente.

L'excellence des centres de services à la clientèle de la Banque à Montréal et à Toronto a été reconnue par Teleperformance Canada, qui leur a décerné son deuxième prix en 2001, soit le Grand prix Or. Ces centres améliorent les relations de la Banque avec ses clients, en répondant à leurs demandes et en les renseignant sur les produits offerts. Dans le domaine des services de cartes, certaines initiatives visaient notamment à modifier le relevé MasterCard en y ajoutant une zone de messages destinée à des offres de produits ciblées et à améliorer la convention du titulaire de carte pour la rendre plus facile à lire et à comprendre.

- **Personnalisation accrue du service aux petites entreprises et ciblage dynamique de ce marché**

Le lancement, en juillet 2001, d'une plateforme de vente et de service des plus perfectionnées appelée Optimizer, permettra la mise en commun et un meilleur partage de l'information sur la clientèle. Les clients en bénéficieront en étant servis plus rapidement et plus efficacement, tandis que nos directeurs, grâce à une vue plus complète des besoins de leurs clients, pourront mieux gérer leurs activités de vente. Cette nouvelle plateforme de vente et de service, alliée à la gestion de l'information sur la clientèle, permettra au groupe de mieux comprendre les comportements des clients et de prévoir leurs besoins.

- **Mise à profit de sa position de chef de file sur le marché des services aux moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 100 et 300 millions de dollars**

Les services aux entreprises sont en bonne voie d'atteindre un taux de croissance à deux chiffres cette année, grâce à l'expansion de l'équipe du financement sur actif et à la mise en œuvre d'un service de conseils financiers destiné au marché des moyennes entreprises.

- **Croissance de l'actif alliée au maintien de normes de qualité élevées, grâce à la poursuite de l'expansion technologique, à des techniques de pointe en matière de gestion des risques et à une discipline interne rigoureuse**

Le groupe Particuliers et entreprises demeure satisfait de la qualité de son portefeuille.

- **Aux États-Unis, concentration des efforts sur une occasion d'affaires d'envergure permettant d'accroître notre portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, de plus de un milliard de dollars américains.**

Les prêts aux particuliers et aux petites entreprises ayant augmenté de 740 millions de dollars américains depuis le début de l'exercice, le groupe est en bonne voie d'atteindre cet objectif.

Le groupe a enregistré plusieurs réalisations au cours du trimestre.

Au Canada, les prêts hypothécaires à l'habitation, après rajustement pour inclure l'effet des titrisations, ont progressé de 1,7 milliard de dollars, ou de 5 %, depuis le troisième trimestre de 2000 et de 639 millions de dollars, ou de 2 %, depuis le deuxième trimestre de 2001. Les autres prêts aux particuliers, après redressement pour inclure l'effet des titrisations, ont augmenté de 488 millions de dollars, ou de 4 %, depuis l'an dernier, et de 181 millions de dollars, ou de 1 %, depuis le deuxième trimestre. L'encours des cartes de crédit a augmenté de 278 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier, et de 153 millions de dollars, ou de 4 %, depuis le deuxième trimestre. Les prêts et les acceptations consenties aux entreprises, y compris les petites entreprises, ont augmenté de 411 millions de dollars, ou de 2 % par rapport à l'an dernier, et de 229 millions de dollars depuis le deuxième trimestre. Les données relatives à la croissance des prêts tiennent compte des achats et des ventes de succursales. Globalement, compte tenu des achats et des ventes de succursales et après rajustement pour inclure l'effet des titrisations, la croissance des prêts s'établit à 4 %.

Aux États-Unis, les prêts à la consommation, les prêts hypothécaires et les prêts aux entreprises ont progressé de 17 % par rapport à l'an dernier. Quant aux dépôts, ils ont augmenté de 5,0 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, se maintenant au-dessus des taux de croissance du marché. D'autres réalisations sont présentées à la page 37.

Au cours du trimestre, le groupe a mis en œuvre de nouvelles initiatives visant à stimuler la croissance des ventes et la rentabilité. Un nouveau compte d'épargne à taux Avantageux a été lancé, doté d'un taux d'intérêt de 4,0 % sur la totalité du solde, à condition que le client maintienne un solde mensuel de 5 000 \$. Le programme AIR MILES Pour les affaires est maintenant offert aux clients de nos services bancaires aux petites entreprises, ce qui leur permet d'obtenir des milles de récompense lorsqu'ils effectuent leurs opérations bancaires.

Perspectives pour 2001

Les perspectives économiques du groupe PE sont les suivantes : la robuste croissance économique au Canada, dont le taux était de 4,4 % en 2000, devrait ralentir pour s'établir à un rythme plus durable au cours des prochaines années; le ralentissement de l'économie freinera la croissance des prêts au cours de l'exercice; l'économie canadienne se portera mieux que l'économie américaine pendant le reste de l'exercice 2001; la croissance se poursuivra à un rythme modéré au cours des prochaines années, tandis que les marges rétréciront parallèlement à la baisse du rendement des blocs de dépôts; et le groupe se développera en lançant de nouveaux produits, en pénétrant de nouveaux marchés, en réalisant la migration vers des circuits de distribution moins coûteux et en tirant parti de son envergure nord-américaine et de la transmission du savoir.

GROUPE GESTION PRIVÉE

Le groupe Gestion privée réunit tous les services de gestion de patrimoine du Groupe de sociétés de la Banque de Montréal et offre une vaste gamme de produits et services, notamment des produits de placement destinés aux particuliers, des services de placement en direct et traditionnels, ainsi que des services de gestion privée et de gestion d'actif institutionnel. Sous les marques Gestion privée au Canada et The Harris aux États-Unis, le groupe offre aux investisseurs nord-américains les outils dont ils ont besoin pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire croître. Le total de son actif sous gestion et sous administration, incluant les placements à terme, se chiffre à 239 milliards de dollars.

Résultats (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Revenu net d'intérêts (bic)	126 \$	133 \$	401 \$	136 \$	372 \$
Autres revenus	237	260	739	243	801
Total des revenus	363	393	1 140	379	1 173
Provision pour créances irrécouvrables	0	1	1	0	0
Frais autres que d'intérêts	309	306	941	295	890
Impôts sur le revenu (bic) et autres	25	36	88	40	129
Revenu net	29 \$	50 \$	110 \$	44 \$	154 \$
Profit économique net	12 \$	35 \$	63 \$	31 \$	116 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	16,4 %	27,7 %	20,8 %	32,0 %	39,5 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	4 720 \$	4 583 \$	4 720 \$	4 025 \$	4 025 \$
Capital-actions ordinaire moyen	828 \$	835 \$	819 \$	582 \$	544 \$
Actif moyen	5 305 \$	5 392 \$	5 556 \$	4 544 \$	3 983 \$
Actif sous administration	137 880 \$	129 202 \$	137 880 \$	121 398 \$	121 398 \$
Actif sous gestion	66 353 \$	70 932 \$	66 353 \$	67 087 \$	67 087 \$
Marge nette d'intérêts	9,51%	10,05%	9,65%	11,91%	12,48%
Ratio des frais aux revenus	84,8 %	78,0 %	82,5 %	77,9 %	75,9 %

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net du troisième trimestre de 2001 s'établit à 29 millions de dollars, alors qu'il était de 44 millions de dollars au troisième trimestre de 2000.

Les revenus ont diminué de 16 millions de dollars, ou de 4 %, pour s'établir à 363 millions de dollars au troisième trimestre de 2001, l'affaiblissement du marché continuant à influencer défavorablement sur les volumes de transactions effectuées par les clients et réduisant les soldes des prêts sur marge dans les secteurs des services de placement en direct et traditionnels. Les volumes ont augmenté dans le secteur des placements à terme et dans celui de la gestion bancaire privée au Canada et aux États-Unis, mais les marges ont quelque peu rétréci en raison des pressions continues exercées par le marché et la concurrence.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 14 millions de dollars, ou de 5 %, au troisième trimestre de 2001, pour atteindre 309 millions de dollars. Cette hausse est attribuable principalement aux frais supplémentaires liés aux entreprises acquises et à l'accroissement des dépenses liées aux investissements stratégiques, facteurs partiellement compensés par la baisse de la rémunération liée à la production de revenus.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Le revenu net a diminué de 21 millions de dollars, ou de 44 %, par rapport au deuxième trimestre de 2001.

Les revenus ont diminué de 30 millions de dollars, ou de 7 %, entraînés par la détérioration persistante de la conjoncture du marché au Canada et aux États-Unis. Les volumes de transactions effectuées par les clients ont baissé considérablement au cours du trimestre et les marges ont rétréci en raison des pressions maintenues par le marché et la concurrence.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 309 millions de dollars. Au deuxième trimestre, les frais avaient diminué, grâce aux rajustements apportés à la rémunération variable pour tenir compte de la baisse des revenus découlant de la détérioration des conditions du marché. Au cours du trimestre, les frais ont augmenté en raison des dépenses d'investissement, étant donné que le groupe Gestion privée se concentrait sur son orientation stratégique à long terme d'accroître ses capacités de distribution.

Comparaison des neuf premiers mois des exercices 2001 et 2000

Le revenu net de la période terminée le 31 juillet 2001 s'établit à 110 millions de dollars, soit un recul de 44 millions de dollars, ou de 29 %, par rapport à l'an dernier.

Les revenus depuis le début de l'exercice se chiffrent à 1 140 millions de dollars, soit une baisse de 33 millions, ou de 3 %, car le surplus de revenus provenant des entreprises acquises a été largement contrebalancé par la baisse des volumes de transactions effectuées par les clients dans les services de placement traditionnels et en direct, la détérioration persistante de la conjoncture du marché et le repli général de la valeur marchande.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 51 millions de dollars, ou de 6%, pour atteindre 941 millions de dollars, en raison du supplément de frais liés aux entreprises acquises et des investissements destinés à soutenir la stratégie de croissance. La rémunération liée à la production de revenus a diminué par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des revenus de négociation découlant de l'incertitude des marchés.

Objectifs et perspectives du groupe

Les objectifs du groupe pour l'exercice 2001 et les perspectives concernant ses secteurs d'activité et le contexte dans lequel ils évoluent figurent aux pages 34 à 36 du Rapport annuel 2000 de la Banque de Montréal. Comparativement à la même période l'an dernier, des progrès remarquables ont été réalisés dans la poursuite de ces objectifs.

- **Accroissement du nombre de spécialistes en placement dans les succursales de la Banque de Montréal pour le porter à 700, afin d'offrir plus de personnes-ressources et de commodité aux clients**

Le groupe a porté à plus de 650 le nombre de ses spécialistes canadiens en placement dans les succursales de la Banque de Montréal, ce qui représente une augmentation de 44 % par rapport à octobre 2000. Ces spécialistes font partie de l'équipe nord-américaine d'experts en placement du groupe, qui compte maintenant plus de 2 160 professionnels, soit une hausse de plus de 16 % depuis octobre 2000.

- **Poursuite de la croissance dynamique de nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis, dans les centres urbains prospères, en pleine expansion et ouverts à la technologie**

Plus de 15 points de distribution ont été ouverts aux États-Unis depuis le début de l'exercice, ce qui comprend l'ouverture de la succursale The Harris dans la région de Biltmore (Arizona), première

banque *de novo* entièrement intégrée du groupe, qui offre une gamme complète de produits et services de gestion de patrimoine, y compris des services de placement traditionnels et en direct, des services spécialisés de gestion bancaire privée et des services de gestion de trésorerie discrétionnaire. Ce concept permet aux clients de la marque The Harris d'accéder à une gamme complète de services conçus pour les aider à se constituer un actif, à le protéger et à le faire fructifier.

- **Intégration de toutes les sociétés acquises aux États-Unis sous la marque The Harris**

Au cours des neuf premiers mois du présent exercice, le groupe a intégré avec succès toutes ses acquisitions américaines sous la marque The Harris. Cette marque englobe l'ensemble des services de gestion de patrimoine de la Harris Bank, filiale américaine de la Banque de Montréal.

- **Sous la nouvelle marque The Harris, mise à profit de la grande expérience de la Harris Bank en gestion de placements et services de fiducie et de planification successorale pour étendre nos activités de gestion de patrimoine partout en Amérique du Nord**

Des services de gestion de patrimoine ont été créés sous la marque The Harris, notamment par le lancement du service Harris AdvantEdge Investing, qui offre des services de courtage traditionnels à frais fixes dans le cadre d'une relation axée sur le client.

En plus des réalisations ci-dessus, le groupe a consolidé ses activités de gestion de patrimoine au Canada en acquérant le Groupe de fonds Guardian Itée («Guardian»). Cette acquisition fournit au groupe une plateforme pour étendre ses activités dans le domaine des fonds d'investissement, qui représente 65 % de l'actif total sous gestion sur le marché, au moyen du réseau de conseillers en placement. Elle ajoute également des fonds d'investissement de 2 milliards de dollars à l'actif sous gestion du groupe, qui se chiffre maintenant à plus de 30 milliards de dollars.

L'acquisition de la famille de fonds Guardian constituait la cinquième acquisition du groupe Gestion privée de la Banque de Montréal en deux ans. Elle succède à l'acquisition de deux firmes américaines de courtage en direct et de deux sociétés de gestion bancaire privée en Floride et en Arizona, regroupées sous la marque The Harris.

D'autres réalisations ont marqué le troisième trimestre.

Le groupe a accru ses capacités de distribution au Canada en inaugurant des succursales de BMO Ligne d'action à Toronto, Hamilton, Calgary et London. Ces inaugurations ont eu lieu dans le cadre de la stratégie de BMO Ligne d'action, qui consiste à proposer des services « haute technologie / réponse humaine » à ses clients.

Mme Dina Palozzi, auparavant directrice générale et surintendante des services financiers de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO), s'est jointe au groupe à titre de vice-présidente à la direction, Relations clientèle, Bureau du président du Conseil délégué. Mme Palozzi sera responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des meilleures pratiques dans le domaine des relations avec la clientèle.

L'équipe dirigeante du groupe aux États-Unis a été restructurée de manière à accroître la synergie entre les secteurs d'activité américains, conformément à la stratégie du groupe qui consiste à proposer à ses clients une approche intégrée de la gestion de patrimoine.

Perspectives pour 2001

Malgré le ralentissement prévu du rythme de croissance de l'économie nord-américaine dans les années à venir, les tendances démographiques indiquent que la demande de services de gestion de patrimoine croîtra. Le groupe Gestion privée est bien placé pour continuer à tirer profit de cette tendance, en misant sur ses capacités à l'échelle de l'Amérique du Nord, qui reposent sur des fondations solides tant au Canada qu'aux États-Unis. Le groupe prévoit réaliser ses objectifs de croissance à long terme grâce à ses acquisitions récentes et à la recherche d'autres occasions d'affaires. Au Canada et aux États-Unis, l'essor de ses activités sera également assuré par la poursuite de l'affectation de spécialistes en placement dans les succursales bancaires traditionnelles. La mise en œuvre d'une approche intégrée pour aider les clients à se constituer un capital, à le préserver et à le faire fructifier demeurera au cœur de la stratégie du groupe pendant le reste de l'exercice 2001.

GRUPE SERVICES D'INVESTISSEMENT

Le groupe Services d'investissement (groupe SI), qui englobe tous les secteurs d'activité servant les grandes entreprises, les administrations publiques et les institutions, offre à ses clients des services financiers complets, notamment en matière de trésorerie, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation et de mobilisation de fonds propres ou empruntés, privés ou publics. Chef de file dans le domaine des services-conseils en fusions, acquisitions, recapitalisations et restructurations, le groupe offre en outre à ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation hors pair, ainsi que des produits originaux de qualité supérieure.

Résultats (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Revenu net d'intérêts (bic)	357 \$	288 \$	914 \$	262 \$	844 \$
Autres revenus	283	375	1 023	274	871
Total des revenus	640	663	1 937	536	1 715
Provision pour créances irrécouvrables	57	60	158	37	113
Frais autres que d'intérêts	323	314	958	283	881
Impôts sur le revenu (bic) et autres	97	110	317	81	280
Revenu net	163 \$	179 \$	504 \$	135 \$	441 \$
Profit économique net	39 \$	57 \$	138 \$	11 \$	68 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	14,3 %	15,9 %	14,9 %	11,9 %	13,3 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	65 666 \$	67 570 \$	65 666 \$	74 538 \$	74 538 \$
Capital-actions ordinaire moyen	4 164 \$	4 293 \$	4 174 \$	4 034 \$	3 996 \$
Actif moyen	133 181 \$	148 154 \$	141 988 \$	142 513 \$	139 570 \$
Marge nette d'intérêts	1,06 %	0,80 %	0,86 %	0,74 %	0,81 %
Ratio des frais aux revenus	50,5 %	47,4 %	49,5 %	52,7 %	51,4 %

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net du groupe a atteint 163 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2001, soit une hausse de 28 millions de dollars, ou de 20 %, comparativement à l'an dernier.

Les revenus du trimestre se chiffrent à 640 millions de dollars, en hausse de 104 millions de dollars, ou de 19 %, par rapport à l'exercice précédent, en dépit d'une conjoncture difficile sur les marchés financiers. Cette hausse s'explique par le dynamisme persistant des secteurs liés aux marchés financiers, dynamisme qui reflète la performance remarquable des secteurs sensibles aux fluctuations des taux et l'amélioration des revenus tirés des transactions effectuées par les clients, y compris dans le secteur des marchandises, qui avait subi des pertes l'an dernier. Les opérations de banque d'affaires ont bénéficié de la réalisation de dividendes au cours du trimestre, tandis que les Services bancaires d'investissement produisaient des revenus comparables à ceux de l'an dernier, conservant leur place de chef de file dans ce secteur. Les revenus des opérations sur le marché secondaire des actions ont diminué par rapport aux revenus records inscrits l'an dernier, même si le groupe conserve sa première place pour la valeur des blocs d'actions négociés. Le secteur des titres de placement a subi une légère perte nette au cours du trimestre et ses revenus ont diminué par rapport à l'an dernier.

La provision pour créances irrécouvrables a été augmentée de 20 millions de dollars, pour atteindre 57 millions au troisième trimestre, principalement en raison d'une augmentation des prêts non productifs à des moyennes entreprises de divers secteurs, situation attribuable au ralentissement de l'économie américaine.

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 323 millions de dollars, soit une augmentation de 40 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, surtout à cause de l'augmentation de la rémunération liée à la production de revenus.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Au troisième trimestre de 2001, le revenu net a reculé de 16 millions de dollars, ou de 9 %, comparativement au résultat record inscrit au trimestre précédent.

Les revenus ont diminué de 23 millions de dollars, ou de 3 %. La détérioration de la conjoncture a contribué au ralentissement des activités des clients sur les marchés financiers et à la baisse des revenus des secteurs Investissements et services aux grandes entreprises et Opérations sur actions. Au cours du troisième trimestre, les résultats ont bénéficié des réalisations de dividendes des Opérations de banque d'affaires. En dépit de la diminution des revenus du groupe dans son ensemble, les revenus tirés des marchés financiers sont demeurés robustes, grâce au dynamisme persistant des secteurs sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, ces derniers ayant bénéficié du fléchissement des taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêts s'établissent à 323 millions de dollars, soit une augmentation de 9 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au deuxième trimestre, augmentation attribuable aux frais supplémentaires engagés pour la réinstallation des bureaux du groupe à New York. Les coûts liés à la production de revenus ont légèrement diminué par rapport au trimestre précédent.

Comparaison des neuf premiers mois de 2001 et de 2000

Le revenu net des neuf mois terminés le 31 juillet 2001 s'établit à 504 millions de dollars, soit une progression de 63 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à la même période de l'exercice 2000.

Les revenus depuis le début de l'année se chiffrent à 1 937 millions de dollars, soit une hausse de 222 millions de dollars, ou de 13 %. Cette progression est due à l'accroissement marqué des résultats des marchés financiers, ceux-ci ayant bénéficié de taux d'intérêt plus favorables et de la hausse du volume des transactions effectuées par les clients. Un revenu de dividendes élevé, l'augmentation des revenus des titres de placement et l'élargissement des marges sur les prêts ont également contribué à l'amélioration des résultats. La croissance des revenus a toutefois été partiellement neutralisée par la baisse des revenus des Opérations sur actions, qui ont diminué par rapport aux résultats records de l'an dernier. Les revenus de cette année ont fléchi en raison d'une dévaluation de 47 millions de dollars de placements dans des titres adossés à des obligations. Il s'agissait de placements dans des titres du groupe SI visant à faciliter la mise sur pied de l'équipe Gestion du crédit et des investissements. Les revenus de l'exercice précédent reflétaient une perte de négociation de 52 millions de dollars causée par la volatilité des prix du gaz naturel.

La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 158 millions de dollars, soit 45 millions de plus qu'à la même période en 2000, en raison de l'affaiblissement des marchés du crédit.

Quant aux frais autres que d'intérêts, ils ont augmenté de 77 millions de dollars, ou de 9 %, pour atteindre 958 millions de dollars, principalement en raison de la hausse de la rémunération liée à la production de revenus et des coûts liés au personnel engagés pour soutenir la stratégie du groupe.

Objectifs et perspectives du groupe

Les objectifs du groupe pour l'exercice 2001, les perspectives concernant ses secteurs d'activité et le contexte dans lequel il évolue figurent aux pages 37 à 39 du Rapport annuel 2000 de la Banque de Montréal. Des progrès remarquables ont été accomplis au cours du troisième trimestre dans la poursuite des objectifs du groupe, comme le démontrent un certain nombre de réalisations.

- **Mise à profit de son leadership au Canada dans tous les secteurs d'activité**

BMO Nesbitt Burns s'est classée première au Canada pour la valeur totale des blocs d'actions négociés et occupe la position de tête dans le secteur des prises fermes de titres de participation. Cette firme a également remporté la plus grande part du marché des nouvelles émissions de grandes entreprises canadiennes au cours du trimestre, participant à 59 opérations de ce genre, dont la valeur globale se chiffre à 11,7 milliards de dollars. Depuis le début de l'exercice, elle a participé à 94 nouvelles émissions représentant une valeur globale de 21,7 milliards de dollars.

Les principales réalisations du trimestre comprennent notamment la direction d'une opération de prise ferme d'une valeur de 110 millions de dollars pour Premdor, un des plus grands fabricants de portes au monde. La Banque de Montréal a également garanti une facilité de crédit de 685 millions de dollars américains pour cette entreprise.

Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a fourni des services-conseils en rapport avec 12 transactions en Amérique du Nord, dont la valeur globale se chiffre à 3,8 milliards de dollars. Depuis le début de l'exercice, BMO Nesbitt Burns a fourni ses conseils dans le cadre de 28 transactions, dont la valeur atteint 17,2 milliards de dollars.

Mentionnons notamment la vente de Telus' Directory Information Business, pour une valeur de 810 millions de dollars, à Verizon Communications, et la vente, non encore conclue, de Produits

forestiers Alliance à Bowater Inc. Dans ces transactions, BMO Nesbitt Burns a agi à titre de conseiller auprès de Telus et de Produits forestiers Alliance.

Pour la 21^e année d'affilée, une étude indépendante menée auprès d'investisseurs institutionnels a classé l'équipe de recherche de BMO Nesbitt Burns au tout premier rang dans son domaine. L'équipe de négociateurs de BMO Nesbitt Burns a également remporté la première place dans cette même étude. En outre, trois des chercheurs analystes de la firme ont été classés parmi les 50 analystes nord-américains désignés comme les meilleurs sélectionneurs d'actions («Number One Stock Pickers») dans le cadre de l'étude « Best on the Street » de 2001 du *Wall Street Journal*.

- **Poursuite de l'expansion sur le marché hautement rentable des moyennes entreprises du Midwest américain et dans les secteurs spécialisés connexes, comme les services agricoles et le financement sur actif**

Au cours du trimestre, les services bancaires aux entreprises et les services d'investissement de Harris Nesbitt ont continué à démontrer l'efficacité de leur stratégie unique et intégrée axée sur les moyennes entreprises. En dépit de la faiblesse persistante de l'économie américaine, la plateforme de Harris Nesbitt a prouvé sa fiabilité, grâce à sa gestion constante et disciplinée des relations avec la clientèle.

Les principales réalisations du trimestre comprennent notamment le montage et la direction d'une opération de financement complexe, avec structure de garantie, visant à aider TransCore Inc., de Harrisburg (Pennsylvanie), à acquérir un fabricant de transpondeurs de systèmes de perception de péage. Conformément à la stratégie visant à accroître les rendements par des ventes connexes, des swaps ainsi que des produits et services de gestion de trésorerie et de change ont aussi été fournis à ce client. Cette structure originale a ensuite été reproduite et adaptée à l'intention d'autres clients.

Deux autres transactions, pour Moyer Packing Company («MOPAC») et Dale Foods LLC et Gage Food Products, LLC, ont nécessité les compétences de Harris Nesbitt en matière d'industrie alimentaire et agricole, alliées à ses conseils spécialisés en matière de fusions et acquisitions.

- **Poursuite de l'établissement de relations durables avec les clients des secteurs des médias et communications et de l'énergie**

BMO Nesbitt Burns a poursuivi avec dynamisme ses activités en Amérique du Nord dans les secteurs de l'énergie, des médias et des communications. La firme a déployé son savoir-faire dans le domaine de l'énergie des deux côtés de la frontière en participant à plusieurs transactions au cours du trimestre, notamment à titre de conseiller financier pour Ventus Energy, à l'occasion de sa fusion avec Petrobank Energy and Resources, transaction de 274 millions de dollars, et à titre de co-conseiller financier de Velvet Exploration Ltd. lors de son acquisition, pour 353 millions de dollars, par El Paso Corporation. De plus, Anadarko Petroleum Corporation, le plus important producteur indépendant des États-Unis, a retenu les services de BMO Nesbitt Burns pour diriger le groupe de démarchage en rapport avec l'acquisition de Gulfstream Resources Canada Ltd. par Anadarko, transaction d'une valeur comptable de 119 millions de dollars américains.

En rapport avec l'acquisition de certains réseaux de télévision par câble par Media Communications Corporation, l'équipe Médias et communications de la firme aux États-Unis a agi à titre d'arrangeur dans une opération de financement par emprunt prioritaire de 1,4 milliard de dollars américains avec une filiale de Mediacom. BMO Nesbitt Burns a également agi à titre de co-chef de file principal pour

une émission de titres à rendement élevé d'une valeur de 400 millions de dollars américains en rapport avec le financement de cette acquisition.

- **Amélioration de la rentabilité des activités relatives aux marchés des capitaux d'emprunt et à la gestion de trésorerie**

Le groupe Émission de titres d'emprunt aux États-Unis a accru sa rentabilité en affirmant sa présence dans les domaines du financement à haut rendement et des souscriptions privées dans la région de New York et grâce à ses efforts dans les domaines des services aux investisseurs en capital et de la restructuration de dette. Les transactions ont augmenté de 30 % par rapport au trimestre précédent et les fonds mobilisés se sont accrus de 140 %. Le groupe a raffermi sa volonté de croître aux États-Unis en nommant une nouvelle haute direction au bureau du groupe Émission de titres d'emprunt de New York.

- **Augmentation de 5 milliards de dollars américains du portefeuille d'actifs sous gestion de l'équipe de gestion des instruments de crédit pour le porter à 13 milliards de dollars américains**

L'équipe de gestion des instruments de crédit au Royaume-Uni a lancé sur ce marché le premier véhicule de placement structuré libellé dans une devise autre que le dollar américain. Ce véhicule, Parkland Finance, est libellé en euros et constitue un produit de placement complémentaire au véhicule de placement structuré libellé en dollars, créé en juin 1999. Ce programme, Links Finance, continue à prendre de l'ampleur, son actif sous gestion atteignant maintenant 7 milliards de dollars américains.

L'actif sous gestion de l'équipe de gestion des instruments de crédit a atteint 10 milliards de dollars américains à la fin du trimestre, en hausse de un milliard de dollars américains par rapport au trimestre précédent.

- **Nouvelle réduction notable de l'actif pondéré en fonction des risques**

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué tel que prévu depuis l'exercice 2000, conformément à la stratégie de la direction visant à retirer les capitaux des éléments d'actif à faible rendement, particulièrement dans le secteur Investissements et services aux grandes entreprises. Par rapport au deuxième trimestre de 2001, l'actif pondéré en fonction des risques a diminué 1,9 milliard de dollars; comparativement à l'an dernier, la diminution se chiffre à 8,8 milliards de dollars. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, l'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 6,8 milliards de dollars.

Perspectives pour 2001

Selon les perspectives du groupe SI, le Canada devrait connaître une croissance économique de 2,2 % cette année, soit environ le minimum du taux de croissance de 2 % à 3 % prévu pour 2001 par la Banque du Canada. Le principal problème auquel doit faire face l'économie canadienne demeure l'incertitude qui entoure le moment et la vigueur de la reprise économique aux États-Unis, dont la croissance devrait être de l'ordre de un à deux pour cent en 2001, selon la Banque du Canada. Les taux d'intérêt à court terme devraient fléchir légèrement après une baisse marquée pendant la première moitié de l'année, tandis que les taux à plus long terme devraient demeurer stables ou même reculer légèrement. Les secteurs d'activité sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt et liés aux marchés financiers devraient par conséquent continuer d'obtenir de bons résultats en 2001, tandis que les volumes des transactions effectuées par les clients devraient diminuer. Le rendement global des

Opérations sur actions pour les institutions devrait être moins élevé en 2001, en raison des résultats records de l'exercice précédent. La conjoncture prévue pour le reste de l'exercice 2001 ne semble pas favoriser les activités de prise ferme et de services-conseils des Services d'investissement. Une croissance est prévue pour le reste de l'exercice 2001 dans les secteurs des médias, des communications et de l'énergie, ainsi que dans le secteur des entreprises de ressources, notamment en ce qui concerne la titrisation et la gestion des instruments de crédit.

EMFISYS ET SERVICES D'ENTREPRISE

Emfisys est le groupe spécialisé en technologie et en affaires électroniques qui propose au Groupe de sociétés de la Banque de Montréal et à ses clients des services de planification, de stratégie et de développement en matière de technologies de l'information, des solutions de commerce électronique, des applications technologiques pour le traitement des transactions, des solutions de gestion de trésorerie pour l'Amérique du Nord, et des services immobiliers. Emfisys est également chargé de la création et du développement de nouvelles affaires électroniques dans les domaines des communications sans fil, des guichets automatiques, des paiements, du crédit et des achats en ligne.

Les Services d'entreprise offrent à la Banque une expertise et un soutien en matière de régie interne dans différents domaines, notamment la planification stratégique, les services juridiques, les finances, l'économie, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et l'apprentissage. Les Services d'entreprise sont également chargés des revenus et des frais reliés à certaines activités de titrisation, à des opérations de couverture visant des revenus de source étrangère, à la participation de la Banque dans Bancomer et à la gestion de certaines positions de trésorerie.

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net pour le troisième trimestre de 2001 s'établit à 36 millions de dollars, en hausse de 28 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2000. Cette amélioration est essentiellement attribuable à l'accroissement des revenus et à une provision pour impôts sur le revenu plus avantageuse. Les revenus de titrisation ont légèrement diminué alors que les gains comptabilisés lors de l'adoption d'une nouvelle méthode comptable canadienne ont été plus que neutralisés par la baisse des revenus résultant de la dépréciation de portefeuilles titrisés. Les gains tirés des ventes de titres de placement ont substantiellement baissé par rapport à l'an dernier, alors que les frais ont augmenté en raison de la croissance des affaires et des coûts afférents aux projets. La provision pour impôts sur le revenu a bénéficié de nombreuses initiatives fiscales et du règlement de questions en litige avec les autorités fiscales.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Le revenu net s'élève à 36 millions de dollars, contre 191 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2001. Les résultats du deuxième trimestre incluaient les gains exceptionnels tirés de la vente de la participation de la Banque dans Bancomer et de l'augmentation de la provision générale pour créances irrécouvrables. Si on exclut les éléments exceptionnels, le revenu net du présent trimestre a progressé de 26 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre. Cette hausse est en grande partie attribuable à une augmentation des revenus généraux et à une évolution avantageuse des charges fiscales attribuable à des initiatives fiscales et au règlement de certaines questions en litige avec les autorités fiscales.

Comparaison des trois premiers trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2001 s'établit à 246 millions de dollars, en hausse de 144 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net pour les trois premiers trimestre de 2001, soit 57 millions de dollars, est équivalent à celui de la période correspondante en 2000. Les revenus comptabilisés au titre de la participation de la Banque dans Bancomer ont diminué de 54 millions de dollars, par suite de l'adoption de la méthode de comptabilisation à la valeur d'acquisition. Cette baisse a cependant été partiellement neutralisée par une progression des revenus généraux. Les frais se sont accrus en raison de l'augmentation des coûts de dotation en personnel et des autres coûts. Les résultats cumulatifs de l'année ont bénéficié de la baisse des taux d'imposition et d'autres rajustements fiscaux avantageux.

Résultats (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Revenu net d'intérêts (bic)	(26) \$	(75) \$	(154) \$	(56) \$	(131) \$
Autres revenus	148	455	765	154	522
Total des revenus	122 \$	380 \$	611 \$	98 \$	391 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(4)	93	88	4	11
Frais autres que d'intérêts	111	116	318	101	286
Impôts sur le revenu (bic) et autres	(21)	(20)	(41)	(15)	(8)
Revenu net	36 \$	191 \$	246 \$	8 \$	102 \$

Résultats, abstraction faite des éléments exceptionnels (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Total des revenus (bic)	122 \$	96 \$	290 \$	98 \$	317 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(4)	(7)	(12)	4	11
Frais autres que d'intérêts	111	116	318	101	286
Impôts sur le revenu (bic) et autres	(21)	(23)	(73)	(15)	(38)
Revenu net	36 \$	10 \$	57 \$	8 \$	58 \$

Emfisys

Objectifs et réalisations du groupe

Les objectifs du groupe pour l'exercice 2001 figurent à la page 41 du Rapport annuel 2000 de la Banque de Montréal. Des progrès considérables ont été accomplis en vue d'atteindre ces objectifs, comme en témoignent les nombreuses réalisations du groupe à ce jour.

- **Réorientation de la responsabilité de la plupart des activités d'affaires électroniques de la Banque vers le groupe Emfisys afin de maximiser la valeur de nos produits et services, et de former des partenariats avec toutes les entités d'exploitation pour leurs activités de planification, d'affectation des ressources et d'investissements.**

Concentrant ses efforts sur la rentabilité et la croissance, Emfisys a procédé à l'intégration de Cebra à sa division Affaires électroniques afin de répondre plus énergiquement aux besoins prioritaires des secteurs d'activité de la Banque en matière d'affaires électroniques, et de regrouper la régie des affaires électroniques et l'élaboration des stratégies dans ce domaine.

Accordant priorité au marché de la PME, la Banque a augmenté sa participation dans le réseau eScout afin de bâtir son réseau de commerce électronique au Canada et d'offrir à ses clients la possibilité d'accéder au marché Internet interentreprises qui affiche la croissance la plus rapide en Amérique du Nord. En outre, en vertu d'une entente conclue avec la Chambre de commerce du Canada, elle permet à plus de 170 000 entreprises de profiter d'appels d'offres des administrations publiques grâce à MERX, son service d'appels d'offres électronique.

- **Expansion du centre de données sur la clientèle des particuliers à tous les circuits de distribution et lancement d'une plateforme intégrée pour les services aux particuliers.**

Emfisys a mis à l'essai une nouvelle infrastructure technologique automatisée qui contribuera à réduire les coûts et à accroître l'efficacité et la rentabilité. Plus de 16 000 employés auront ainsi accès à des renseignements généraux relatifs aux clients qui leur permettront de renforcer les relations d'affaires et de satisfaire les besoins particuliers des clients.

- **Accès à des fonctionnalités Web offert au plus grand nombre possible de secteurs d'activité, à l'intention tant des clients que des employés.**

Soucieuse d'améliorer les services en ligne qu'elle offre à sa clientèle, la Banque a regroupé 30 outils financiers et calculateurs sur son site bmo.com. La facilité d'accès à ces outils permet aux clients de prendre des décisions éclairées à l'égard des solutions financières qui répondent le mieux à leurs besoins.

- **Mise en œuvre d'un système d'approvisionnement électronique à l'échelle de l'organisation, qui permettra de réduire les coûts de traitement et offrira des données détaillées dans le but d'améliorer le contrôle et de profiter de meilleures occasions d'approvisionnement.**

La Banque a mis en œuvre un nouveau système d'approvisionnement électronique à l'échelle de l'organisation, BMO Achats en ligne, dans le but de favoriser les économies, de consolider les renseignements sur les fournisseurs, de bénéficier de prix avantageux et de renforcer la gestion relationnelle.

- **Accélérer la croissance sur le marché des affaires en développant et en offrant des produits et services du groupe Gestion de trésorerie Amérique du Nord.**

Emfisys a développé et lancé Harris Bank's DirectLine for Business, un service d'accès Internet qui permet aux PME et aux banques locales de se concentrer sur l'analyse et la stratégie de gestion de l'encaisse.

D'autres projets dignes de mention ont été réalisés au cours du troisième trimestre :

La Banque de Montréal a vu l'augmentation du nombre de clients de ses services bancaires en ligne se poursuivre. Actuellement, plus de 990 000 clients effectuent leurs transactions bancaires, font des opérations sur titres et accèdent à leur compte MasterCard en utilisant les services en ligne, soit 60 000 clients de plus qu'au dernier trimestre.

La Banque de Montréal continue de se démarquer dans le milieu des affaires, de prouver qu'elle est orientée vers la clientèle et de faire preuve de leadership sur plusieurs fronts :

- Le 30 mai, la Banque de Montréal a été l'hôte du premier «Mobile Finance Forum», une nouvelle organisation qui s'intéresse au développement des technologies et des infrastructures sans fil pour le secteur des services financiers en Amérique du Nord.
- La Banque de Montréal a signé une lettre d'entente avec CertaPay Inc. afin que ses clients puissent avoir accès à un système sécuritaire de transfert de fonds entre particuliers. Plus tard cette année, les clients de la Banque de Montréal ainsi que ceux d'institutions financières associées, auront accès à un système bancaire de transfert de fonds entre particuliers par courriel, qui sera le premier du genre et de cette envergure au monde.
- À la suite du lancement du service Encans MERX en juin, MERX a étendu ses services au-delà des appels d'offre des administrations publiques pour permettre aux entreprises d'agrandir leur marché en offrant à l'encan d'éventuels surplus d'inventaire ou des articles discontinués. Encans MERX est l'un des plus importants sites d'encan privé interentreprises au Canada.
- L'initiative Courtage intégral en ligne BMO Nesbitt Burns a remporté le Prix d'excellence en technologie de l'information de CIO de 2001 dans la catégorie Collaboration. CIO a récompensé la Banque de Montréal et son initiative Courtage intégral – centre de renseignements en placement en ligne de premier ordre – pour la collaboration efficace démontrée dans l'application de la technologie de l'information aux activités visées, et ce, de la conception à la mise en œuvre du projet.
- MERX a été primé par le programme «Next 21» pour sa solution novatrice de commerce électronique interentreprises. MERX a obtenu d'excellents résultats, selon les critères d'évaluation du programme «Next 21», qui démontrent que ce service est une initiative intermédiaire de commerce électronique interentreprises très innovatrice qui mise sur l'excellence opérationnelle et dont le succès peut facilement être mesuré.
- Le projet Optimizer de la Banque de Montréal lui a valu le Prix d'excellence en Transformation organisationnelle dans le cadre du Concours de l'Informatique et de la productivité pour l'Avenir (CIPA). Les critères d'évaluation dans cette catégorie sont l'innovation de la conception, l'intégration efficace des éléments des systèmes et la véritable portée de ces transformations sur le rendement exceptionnel de l'organisation.
- La Banque de Montréal a été désignée «Meilleure banque en ligne au Canada» par le *Global Finance* magazine dans son rapport annuel sur les «World's Best Internet Banks» publié dans le numéro d'août. La «Meilleure banque en ligne» est évaluée en fonction de la gamme des services qu'elle offre aux grandes entreprises et clients institutionnels, de son aptitude à amener les clients à utiliser ses services en ligne, de sa capacité à nouer des alliances ou des partenariats sur Internet, de la conception de son site web et des fonctionnalités que celui-ci propose, et de la diversité des canaux permettant d'accéder à ces services.

Services d'entreprise

Objectifs et réalisations du groupe

Les objectifs du groupe pour l'exercice 2001 figurent à la page 41 du Rapport annuel 2000 de la Banque de Montréal.

- **Poursuite de la conception du processus de gestion des risques d'avant-garde, en mettant particulièrement l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'information de gestion dans chacun des secteurs d'activité.**

Les Services d'entreprise ont élaboré une politique globale du capital à risque ainsi que les normes et directives afférentes, et lancé le programme «Application accélérée du modèle CaR». Ce groupe a également amorcé la mise en œuvre d'évaluations du risque d'exploitation et poursuivi le développement et le renforcement de la politique de gestion du changement et de son infrastructure.

- **Poursuite de l'élargissement de la gamme de services de L'Académie de la Banque et de leur accessibilité en mettant l'accent sur la culture de leadership et en faisant appel à la technologie pour offrir des activités d'apprentissage en tout temps et en tous lieux.**

Les Services d'entreprise ont lancé les programmes Parcours de formation de base en leadership et Parcours de formation avancée en leadership, deux cours de 15 mois destinés aux gestionnaires, qui sont dispensés en salles de cours et par des canaux virtuels.

- **Mise en œuvre d'une infrastructure unique pour la présentation des états financiers.**

Les Services d'entreprise ont réalisé environ un tiers de leur projet visant à améliorer de façon significative les systèmes de gestion des renseignements financiers de l'entreprise.

Bancomer

La Banque a enregistré au deuxième trimestre un gain exceptionnel de 284 millions de dollars (239 millions après impôts) sur la vente des 812 millions d'actions de Bancomer encore en sa possession. Au cours de l'exercice 2001, la Banque s'est dessaisie de la totalité de ses 1 012 millions d'actions, réalisant un gain exceptionnel de 321 millions de dollars (272 millions après impôts). Ces actions ont été vendues à Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), conformément aux ententes conclues entre BBVA et Bancomer au cours du premier trimestre. La Banque de Montréal détenait environ 20 % des actions avec droit de vote de Bancomer, dont elle était devenue actionnaire en 1996. La Banque a obtenu de son investissement dans Bancomer un rendement annuel moyen en termes d'encaisse de 17,3 % après impôts. La Banque détient toujours une débenture de 99 millions de dollars émise par Bancomer.

Après avoir dilué sa participation dans Bancomer au troisième trimestre de l'exercice 2000, la Banque a comptabilisé son investissement à sa valeur d'acquisition plutôt qu'à sa valeur de consolidation. Le revenu net provenant de Bancomer a enregistré une baisse de 4 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2000 et de 54 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2001.

HARRIS BANK

Les résultats de la Harris Bank, présentés ci-dessous, sont inclus dans les résultats de chacune des entités d'exploitation de la Banque de Montréal.

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net de la Harris Bank, calculé en dollars américains et selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis, s'établit à 62 millions de dollars pour le trimestre, contre 60 millions de dollars pour le même trimestre l'an dernier. La comparaison des résultats est rendue difficile en raison de la vente, en décembre 2000, des services de traitement offerts aux commerçants

à la coentreprise de la Banque de Montréal Moneris Solutions (Moneris) et de la vente, au deuxième trimestre de 2000, des services fiduciaires aux grandes entreprises. Abstraction faite de l'incidence de ces deux dessaisissements, le revenu net a progressé de 6% au cours du présent trimestre. Ces résultats sont attribuables à une croissance forte et soutenue des prêts aux PME, des prêts à la consommation, des prêts hypothécaires et des dépôts de particuliers, ainsi qu'à une conjoncture de taux d'intérêt plus favorable qui a contribué à la progression des revenus découlant des activités de gestion de trésorerie et de négociation. Ces effets ont en grande partie été neutralisés par une augmentation de la provision pour créances irrécouvrables découlant des répercussions du ralentissement de l'économie américaine sur le portefeuille de prêts aux grandes entreprises de la Harris Bank. La croissance du revenu est attribuable à la hausse des marges d'intérêts et à la hausse des revenus provenant de la vente de titres de placement. Si on exclut les résultats d'exploitation des services fiduciaires aux grandes entreprises et des services de traitement offerts aux commerçants, la progression du revenu s'établit à 11 % comparativement à l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts sont demeurés stables par rapport à l'an dernier.

La provision pour créances irrécouvrables a dû être majorée de 19 millions de dollars, pour s'établir à 26 millions de dollars, en raison de l'incidence du ralentissement économique sur le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Les éléments d'actif non productifs ont augmenté à 150 millions de dollars, alors qu'ils s'élevaient à 42 millions de dollars à la même période l'an dernier. Cette hausse est principalement attribuable à dix prêts aux grandes entreprises d'une valeur moyenne de 10 millions de dollars, répartis dans neuf secteurs d'activité.

Le revenu net de la Harris Bank, intégré aux résultats de la Banque et exprimé en dollars canadiens, selon les PCGR du Canada, s'établit à 91 millions de dollars au troisième trimestre de 2001, ce qui représente une augmentation de 3 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Abstraction faite des effets du dessaisissement de certaines activités, le revenu net intégré aux résultats de la Banque et exprimé en dollars canadiens, se chiffre à 92 millions de dollars, en hausse de 6 millions de dollars comparativement à la même période l'an dernier.

Comparaison des trois premiers trimestres de 2001 et de 2000

Le revenu net de la Harris Bank, calculé en dollars américains et selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis, s'élève à 221 millions de dollars pour les trois premiers trimestres, comparativement à 205 millions de dollars pour la même période l'an dernier. La comparaison des résultats est rendue difficile en raison d'un gain de 30 millions de dollars après impôts réalisé sur la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises l'an dernier, d'un gain de 36 millions de dollars après impôts sur la vente, au cours de l'exercice, des services de traitement offerts aux commerçants de la Harris Bank à Moneris, et d'une réduction de 2 millions de dollars après impôts du gain sur la vente, cette année, des services fiduciaires aux grandes entreprises. Comme la transaction sur la vente des services de traitement offerts aux commerçants s'est faite entre deux entreprises liées, le gain n'a pas été inclus dans les résultats consolidés de la Banque de Montréal. Si on exclut les gains mentionnés précédemment et leurs charges afférentes, et le revenu d'exploitation des activités dont la Banque s'est dessaisie, le revenu net cumulatif des trois premiers trimestres de 2001 s'établit à 188 millions de dollars, en hausse de 16 millions de dollars, ou de 9 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est essentiellement attribuable à une croissance forte et soutenue des prêts aux PME, des prêts à la consommation, des prêts hypothécaires et des dépôts de particuliers, ainsi qu'à une conjoncture de taux d'intérêt plus favorable qui a contribué à la progression des revenus découlant des activités de gestion de trésorerie et de négociation. La hausse de 36 millions de dollars de la provision pour créances irrécouvrables a influé défavorablement sur

les résultats, mais celle-ci a été en partie compensée par une progression de 29 millions de dollars des gains provenant de la vente de titres.

Le revenu net de la Harris Bank pour l'exercice 2001, exprimé en dollars canadiens, selon les PCGR du Canada, se chiffre à 323 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 32 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au revenu net comptabilisé dans les résultats financiers de la Banque pour la même période l'an dernier. Abstraction faite des effets du dessaisissement de certaines activités, le revenu net intégré dans les résultats de la Banque, selon les PCGR du Canada, s'élève à 274 millions de dollars, soit une augmentation de 13 % par rapport à l'an dernier. La croissance du revenu net a bénéficié du raffermissement du dollar américain.

Résultats (en millions de dollars américains, sauf indication contraire/PCGR des États-Unis)	Exercice 2001			Exercice 2000	
	T3	T2	CUMUL	T3	CUMUL
Revenu net d'intérêts (bic)	194 \$	184 \$	556 \$	173 \$	519 \$
Autres revenus	108	113	384	110	381
Total des revenus	302	297	940	283	900
Provision pour créances irrécouvrables	26	16	55	7	19
Frais autres que d'intérêts	175	178	527	175	542
Impôts sur le revenu (bic)	35	35	125	37	122
Revenu net avant écart d'acquisition, déduction faite des impôts	66	68	233	64	217
Écart d'acquisition, déduction faite des impôts	4	4	12	4	12
Revenu net	62 \$	64 \$	221 \$	60 \$	205 \$
Produit économique net avant amortissement	18 \$	21 \$	93 \$	24 \$	99 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (% selon les normes américaines)	15,6%	16,7%	19,3%	18,6%	21,9%
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (fin de période)	21 702\$	22 052\$	21 702\$	22 253\$	22 253\$
Capital-actions ordinaire moyen	1 813\$	1 775\$	1 746\$	1 529\$	1 493\$
Actif moyen	28 390\$	28 456\$	28 599\$	28 104\$	27 480\$
Marge nette d'intérêts (selon les normes américaines)	3,08%	2,94%	2,92%	2,79%	2,85%
Ratio des frais aux revenus avant amortissement	58,1%	59,9%	56,1%	62,0%	60,3%

Objectifs et réalisations du groupe

Les objectifs 2001 de la Harris Bank et ses perspectives concernant ses secteurs d'activité et le milieu dans lequel elle évolue figurent à la page 40 du Rapport annuel 2000 de la Banque de Montréal. Des progrès notables ont été réalisés en vue d'atteindre ces objectifs au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours.

- **Maintien d'une croissance à deux chiffres du revenu net.**

La croissance du revenu net lié aux activités de base, si l'on exclut l'impact du dessaisissement des services fiduciaires aux grandes entreprises et des services de traitement offerts aux commerçants, a été de 9 % pour les trois premiers trimestres.

- **Mise à profit de la grande expérience de la Harris Bank en matière de gestion de placements et de services de fiducie personnelle pour étendre ses activités de gestion de patrimoine partout en Amérique du Nord.**

Les services de gestion de patrimoine se sont élargis sous la bannière Harris, grâce au lancement de Harris AdvantEdge Investing qui offre une gamme complète de services de courtage, à l'intégration des activités découlant de récentes acquisitions, et à la distribution accrue de produits de gestion de patrimoine par le biais du réseau des services bancaires à la collectivité.

- **Développement accéléré du portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, l'objectif étant d'accroître le solde de ces prêts de plus de un milliard de dollars américains par année, pour les prochains exercices.**

Le solde du portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises a augmenté de 740 millions de dollars américains au cours des neuf premiers mois de l'exercice, conformément à l'objectif annuel.

- **Poursuite de la stratégie d'expansion visant à faire de Harris Nesbitt la principale banque d'investissement pour les moyennes entreprises du Midwest américain.**

Harris Nesbitt a parachevé le regroupement de ses services bancaires aux moyennes entreprises et de ses services d'investissement, et dispose maintenant d'une approche mixte et rigoureuse qui permet de confier à des équipes la responsabilité des relations d'affaires avec les clients, actuels et éventuels, dont le potentiel rémunérateur est élevé.

La Harris Bank a réalisé d'autres progrès notables dans le secteur des opérations bancaires de base au cours du troisième trimestre.

Les activités et les revenus des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont connu une progression soutenue en dépit d'un ralentissement économique aux États-Unis, enregistrant une croissance de 17 % dans le secteur des prêts aux particuliers, des prêts hypothécaires et des prêts aux PME. L'augmentation substantielle du solde du portefeuille de prêts peut être attribuée à l'augmentation de 15 % de l'effectif de l'équipe de vente au cours de la dernière année, à l'accroissement des prêts automobiles en Indiana, au Wisconsin et au Minnesota et à des volumes exceptionnellement élevés de prêts hypothécaires. Grâce à l'amélioration des capacités du centre d'appel, un tiers de tous les prêts sur valeur domiciliaire ont été décrochés et conclus par le personnel du centre d'appel sans aucune intervention de la part des succursales. La Harris Bank a commencé à commercialiser le réseau eScout, la plus importante plateforme d'échange interentreprises du Global Trading Web en mars, et a enregistré son 500^e client. En outre, une équipe de vente constituée de directeurs de comptes est maintenant en place au sein du réseau des services bancaires à la collectivité pour soutenir l'expansion des services de gestion de patrimoine à l'échelle de la région de Chicago.

Aux États-Unis, les entreprises américaines, acquises par le groupe Gestion privée, ont été entièrement intégrées sous la bannière Harris.

REVUE DES ÉTATS FINANCIERS

REVENUS

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Le total des revenus pour le troisième trimestre de 2001 s'établit à 2 234 millions de dollars, soit une hausse de 139 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2000. Si on exclut les éléments exceptionnels comptabilisés au troisième trimestre de l'exercice 2000, les revenus ont augmenté de 158 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a atteint 1 231 millions de dollars, ce qui représente une progression de 141 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Le revenu net d'intérêts est constitué du revenu net tiré des éléments d'actif, y compris les revenus d'intérêts et de dividendes, et de la portion de la Banque dans les revenus d'investissement comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les intérêts payés sur le passif. La marge nette d'intérêts est le ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen.

La progression du revenu net d'intérêts résulte en grande partie de la solide performance des secteurs d'activité sensibles aux fluctuations des taux d'intérêts au sein du groupe des Services d'investissement et de la réalisation de dividendes plus élevés dans le secteur des Opérations de banque d'affaires. La croissance des volumes dans les secteurs des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, mais surtout aux États-Unis, a également contribué à cette hausse. L'actif moyen a diminué de 2 %, atteignant 234,0 milliards de dollars, tandis que la valeur moyenne des prêts a régressé de 1 %, pour s'établir à 136,1 milliards de dollars. Ces baisses sont attribuables à la diminution des soldes du portefeuille ne faisant pas l'objet d'une relation d'affaires et d'autres actifs des Services d'investissement, ainsi qu'à la mise en œuvre d'initiatives visant à atteindre ses objectifs de 2001. Le solde des prêts aux particuliers a augmenté sur douze mois. La vente et l'acquisition de succursales ont entraîné une réduction nette de l'actif moyen d'environ 233 millions de dollars.

La marge nette d'intérêts a progressé de 27 points de base pour s'établir à 2,09 %, en raison principalement de l'amélioration des marges dans le secteur des Services d'investissement comme on l'a vu précédemment. La marge nette d'intérêts, dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises, tant aux États-Unis qu'au Canada, est demeurée relativement inchangée par rapport à l'an dernier.

Les autres revenus ont diminué de 2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 1 003 millions de dollars. Les autres revenus sont constitués de tous les revenus autres que le revenu net d'intérêts. Si l'on exclut les éléments exceptionnels de l'exercice précédent, les autres revenus ont progressé de 17 millions de dollars ou de 2 %. La hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des revenus liés aux activités de négociation dans le secteur des produits de base, qui a été en partie neutralisé par une diminution des gains réalisés sur la vente de titres de placement.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Les revenus du troisième trimestre s'élèvent à 2 234 millions de dollars, en baisse de 251 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2001. Si on exclut les éléments exceptionnels, les revenus ont progressé de 38 millions de dollars, ou de 2 %.

Le revenu net d'intérêts s'établit à 1 231 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 139 millions de dollars ou de 13 % par rapport au deuxième trimestre. Près de la moitié de l'augmentation du revenu s'explique par la hausse des dividendes et du revenu net d'intérêts dans les Services d'investissement. Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, le revenu net d'intérêts a progressé en raison de la croissance des volumes et de l'incidence du nombre de jours civils supplémentaires. Les revenus des Services d'entreprise ont également enregistré une hausse appréciable. L'actif moyen a diminué de 6 %, pour s'établir à 234,0 milliards de dollars et la moyenne des prêts a baissé de 5 %, pour se fixer à 136,1 milliards de dollars, en raison principalement d'un retour à des niveaux plus normaux de titres pris en pension.

La marge nette d'intérêts s'est appréciée de 29 points de base pour s'établir à 2,09 %. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des marges dans le secteur des services bancaires aux grandes entreprises, y compris l'encaissement de dividendes au cours du présent trimestre, à la diminution des prêts à faible marge, et à la croissance des revenus provenant des grandes entreprises. Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, les marges sont demeurées essentiellement les mêmes.

Les autres revenus ont atteint 1003 millions de dollars, en baisse de 390 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre. Au deuxième trimestre, les autres droits et commissions comprenaient des gains exceptionnels de 289 millions de dollars, soit 284 millions provenant de la vente de Bancomer et 5 millions provenant de la vente de succursales. Si on exclut les éléments exceptionnels du deuxième trimestre, les autres revenus ont régressé de 101 millions de dollars, ou de 9 %.

La baisse enregistrée au chapitre des autres revenus est, en grande partie, attribuable à une diminution des revenus de négociation pour la plupart des produits, et à une diminution des revenus de commissions tirés des marchés financiers, lesquels sont constitués de commissions liées aux activités de négociation de titres et aux activités de consultation. Les revenus de titrisation ont également régressé en raison de la diminution des rentrées de fonds provenant de certains véhicules de titrisation. Cette diminution est attribuable à la qualité des portefeuilles, et ce, nonobstant une nouvelle note d'orientation comptable canadienne qui requiert que le revenu provenant d'une cession d'éléments d'actif, lorsque cette cession remplit les conditions requises pour être considérée comme une vente, soit constaté comme un gain provenant de la vente à la date de cession. Les revenus tirés des services de cartes et du secteur assurance ont augmenté. L'accroissement des volumes dans le secteur des services bancaires aux particuliers a eu une incidence favorable sur les résultats qui ont cependant souffert d'un repli des marchés financiers, lequel a entraîné un ralentissement dans les opérations sur titres effectuées par les clients. Les résultats du deuxième trimestre incluaient des gains provenant de la vente de titres de placement qui étaient inclus dans les autres droits et commissions, gains qui ont été réduits à la suite de la dévaluation des placements dans des titres adossés à des obligations, en conformité avec une nouvelle norme comptable des États-Unis.

Comparaison des trois premiers trimestres de 2001 et de 2000

Les revenus des trois premiers trimestres ont progressé de 410 millions de dollars par rapport à la période correspondante l'an dernier, pour s'établir à 6912 millions de dollars. Abstraction faite des éléments exceptionnels des deux périodes, les revenus se chiffrent à 6579 millions de dollars, soit une hausse de 296 millions de dollars, ou de 5 %.

Le revenu net d'intérêts a atteint 3 440 millions de dollars pour les trois premiers trimestres, en hausse de 185 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à la même période en 2000. Cette augmentation s'explique par la croissance des volumes dans chacun des secteurs d'activité, qui a été en partie

neutralisée par une réduction de 54 millions de dollars du revenu net constaté à l'égard de l'investissement dans Bancomer.

La marge nette d'intérêts a progressé de 4 points de base et s'établit à 1,90 %. Les marges ont augmenté dans le secteur des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada et dans les secteurs liés aux marchés financiers.

Les autres revenus ont augmenté de 225 millions de dollars et atteint 3 472 millions de dollars. Abstraction faite des éléments exceptionnels, les autres revenus se chiffrent à 3 139 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 111 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à la période correspondante l'an dernier.

Les autres droits et commissions se sont élevés à 117 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2000, des gains exceptionnels ont été enregistrés, soit 74 millions de dollars sur la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises aux États-Unis, 33 millions de dollars sur la vente de succursales et 112 millions de dollars sur la vente de Partners First, une société émettrice de cartes de crédit américaine. Pour l'exercice 2001, les autres droits et commissions incluent un gain exceptionnel de 12 millions de dollars sur la vente de succursales et un gain de 321 millions de dollars sur la vente de la participation de la Banque dans Bancomer. Abstraction faite des éléments exceptionnels, les autres droits et commissions ont progressé de 3 millions de dollars.

Les revenus de négociation ont progressé de 148 millions de dollars principalement en raison de l'augmentation des revenus tirés des transactions effectuées par les clients dans les secteurs liés aux marchés financiers. Les revenus provenant des marchés financiers ont diminué de 61 millions de dollars, en raison de la diminution des commissions sur les transactions effectuées par les clients, qui avaient été exceptionnellement élevées l'année précédente. Les revenus des services de gestion de placements et de garde de titres ont également diminué de 47 millions de dollars, principalement en raison de la vente des services fiduciaires aux grandes entreprises aux États-Unis.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Comparaison des troisièmes trimestres de 2001 et de 2000

Les frais autres que d'intérêts ont atteint 1 421 millions de dollars, en hausse de 95 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au troisième trimestre de 2000.

Le ratio des frais aux revenus se chiffre à 63,6 %, comparativement à 63,2 % au troisième trimestre de 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, ce ratio a augmenté de 0,2 points de pourcentage comparativement à l'année précédente.

La croissance des frais est répartie entre les directions d'exploitation. Les coûts des avantages sociaux ont augmenté, en partie à cause des nouvelles normes de comptabilisation des prestations de retraite et des avantages sociaux futurs adoptées au premier trimestre du présent exercice. L'incidence nette des cessions et acquisitions a été légèrement favorable. Les coûts de la rémunération liée aux revenus ont augmenté comparativement à l'exercice précédent, en raison de l'amélioration des résultats dans le secteur des Services d'investissement, qui a plus que neutralisé les baisses enregistrées dans le groupe Gestion privée. La hausse des dépenses liées aux initiatives stratégiques et à l'accroissement de l'effectif des services à la clientèle du groupe Particuliers et entreprises a contribué à l'augmentation des frais.

En raison des changements apportés aux conventions d'actionnaires régissant les droits de la Banque à l'égard de Symcor, une société affiliée offrant des services de traitement de documents, les méthodes comptables appliquées à Symcor ont été modifiées au cours du premier trimestre de 2001. Auparavant, la Banque comptabilisait sa part des résultats de Symcor selon la méthode de consolidation proportionnelle, de sorte que sa part dans les salaires et les autres coûts liés à Symcor étaient inscrits dans les résultats de la Banque comme si ces coûts étaient directement encourus par elle. Ces coûts sont maintenant facturés à la Banque et inclus dans les autres frais.

Comparaison des troisième et deuxième trimestres de 2001

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 1 %, comparativement au deuxième trimestre de 2001, et ce, essentiellement en raison du nombre de jours civils supplémentaires au troisième trimestre.

Le ratio des frais aux revenus s'établit à 63,6 %, contre 56,5 %, au deuxième trimestre. Abstraction faite des éléments exceptionnels du deuxième trimestre, ce ratio a augmenté de 0,3 points de pourcentage.

Comparaison des trois premiers trimestres de 2001 et de 2000

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 4 222 millions de dollars, soit une hausse de 294 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à la même période l'an dernier.

Le ratio des frais aux revenus s'établit à 61,1 % en 2001, contre 60,4 % au cours de l'exercice précédent. Abstraction faite des éléments exceptionnels, ce ratio est passé de 62,5 en 2000 à 64,2 % au cours du présent exercice.

La croissance des frais est en grande partie attribuable à la hausse des dépenses liées aux initiatives stratégiques des directions d'exploitation, y compris à l'accroissement de l'effectif des services à la clientèle du groupe Particuliers et entreprises. Les coûts des avantages sociaux se sont accrus, en partie à cause des changements apportés à la méthode de comptabilisation des prestations de retraite et des avantages sociaux futurs des employés qui a été adoptée au cours du premier trimestre du présent exercice. Les coûts de la rémunération liée aux revenus ont eux aussi augmenté par rapport à l'an dernier en raison de l'amélioration des résultats des Services d'investissement. Les cessions et acquisitions n'ont eu qu'une incidence nette négligeable sur les frais.

Au premier trimestre de l'exercice 2001, la Banque a adopté une nouvelle norme pour la comptabilisation des prestations de retraite et des avantages sociaux futurs de ses employés. Cette norme s'est appliquée de manière rétroactive en imputant une charge de 250 millions de dollars (déduction faite de 171 millions de dollars en impôts sur le revenu) aux bénéfices non répartis au début de l'exercice 2001. L'application de cette nouvelle norme a entraîné la comptabilisation d'une hausse d'environ 17 millions de dollars (10 millions de dollars après impôts) des coûts trimestriels des avantages sociaux en 2001.

Les coûts afférents à Symcor sont maintenant facturés à la Banque et inclus dans les autres frais, comme nous l'avons expliqué précédemment.

IMPÔTS SUR LE REVENU

La provision pour impôts sur le revenu présentée dans l'état consolidé des résultats tient compte de transactions comptabilisées dans le revenu, sans égard au moment où l'impôt sur le revenu applicable est payé. Les éléments exceptionnels et les impôts sur le revenu y afférents sont décrits en détail à la page 12. Les résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2001 faisaient état d'une charge d'impôts de 25 millions de dollars au titre de l'impôt sur le revenu, relative à l'incidence des réductions du taux d'imposition fédéral qui ont été proposées sur les actifs d'impôts futurs de la Banque.

À l'exclusion des éléments exceptionnels, le taux d'imposition réel était de 32,7 % au troisième trimestre, comparativement à 33,8 % au trimestre précédent et à 37,6 % au troisième trimestre de l'exercice 2000. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le taux d'imposition réel pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2001 était de 33,9 %, comparativement à 37,2 % pour la même période l'an dernier. Sur une base annuelle, les améliorations résultent d'une diminution des taux d'imposition prévus par la loi et d'une augmentation de la proportion de revenu dans des zones fiscales et entités où le taux d'imposition est inférieur, ainsi qu'à diverses initiatives fiscales et au règlement de certaines questions en litige avec l'administration fiscale. L'incidence favorable des initiatives fiscales a partiellement été neutralisée par une charge d'impôts plus élevée relative à l'incidence des réductions du taux d'imposition provincial qui ont été proposées sur les actifs d'impôt futurs de la Banque. En règle générale, les avantages découlant des initiatives fiscales sont inscrits dans les résultats du groupe Soutien l'année où ils se matérialisent.

BILAN

L'actif total a atteint 230,2 milliards de dollars au 31 juillet 2001, ce qui représente une baisse de 3,2 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2000.

Valeurs mobilières

La valeur des titres de placement a diminué de 2,5 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2000 et s'établit à 22,0 milliards de dollars. Ce recul est attribuable à la baisse de la valeur du portefeuille de titres d'États aux États-Unis et au Canada, ainsi qu'à la vente de la participation de la Banque dans Bancomer.

Au 31 juillet 2001, la valeur marchande du portefeuille de titres de placement de la Banque excédait sa valeur comptable de 12 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 104 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice précédent, après rajustement pour tenir compte du gain non réalisé relatif à Bancomer. L'accroissement de l'excédent de la valeur marchande des titres à revenu fixe par rapport à leur valeur comptable est dû à une hausse de la valeur marchande de ces titres, particulièrement aux États-Unis, hausse qui s'explique en grande partie par la baisse des taux d'intérêt. Cet effet favorable a toutefois été partiellement neutralisé par la baisse de la valeur marchande de la participation de la Banque dans 724 Solutions, baisse imputable au ralentissement constaté sur le marché des titres de sociétés technologiques.

La valeur des titres de négociation a diminué de 2,3 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2000 pour s'établir à 19,7 milliards de dollars. Cette diminution est imputable à la dépréciation du portefeuille de titres de l'État fédéral aux États-Unis et au Canada.

Prêts

Le solde du portefeuille de prêts et acceptations s'est accru de 1,7 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2000, pour s'établir à 144,1 milliards de dollars, incluant des prêts de 852 millions de dollars relatifs à l'acquisition de la First National Bank of Joliet. Le tableau 1 de la page 51 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts par produit et par secteur d'activité. Les titres pris en pension ont progressé de 1,3 milliard de dollars, mais les soldes sont demeurés à des niveaux normaux. L'utilisation de ces instruments à faible risque et à faible marge est liée aux préférences du marché et à la gestion générale des liquidités sur les marchés des capitaux. Les prêts aux entreprises et institutions ont légèrement diminué dans l'ensemble, car la hausse 2,3 milliards de dollars des prêts aux institutions financières a été neutralisée, en grande partie, par la baisse des prêts dans le secteur manufacturier, où la demande s'est affaiblie au cours de 2001.

Dans le groupe Particuliers et entreprises, la vente de succursales ont eu pour effet net de réduire les soldes des prêts de 492 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice. Ces soldes ont également été réduits en raison de la titrisation de contrats de location et de prêts hypothécaires à l'habitation, d'une valeur totale approximative de 1,1 milliard de dollars.

Le tableau 2 de la page 51 présente un sommaire comparatif des prêts répartis par région géographique ainsi que les ratios de diversification par produit et par région. Le portefeuille demeure bien diversifié et la répartition géographique a peu changé depuis la fin du précédent exercice, la croissance des prêts s'étant concentrée en Ontario, une région relativement forte par rapport aux autres.

Dépôts

Au 31 juillet 2001, les dépôts se chiffrent à 151 milliards de dollars, soit une baisse de 5,7 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2000. Les dépôts des entreprises et administration publiques, qui représentent 43,6 % du total des dépôts, ont diminué de 3,7 milliards de dollars. Les dépôts des banques ont reculé de 4,1 milliards de dollars. Les dépôts des particuliers, qui sont habituellement plus stables, ont augmenté de 2,1 milliards de dollars et représentent 43,7 % du total des dépôts. Le total des dépôts comprend les dépôts de 1,4 milliard de dollars provenant de la First National Bank of Joliet.

GESTION GLOBALE DES RISQUES

Les objectifs globaux, la stratégie, la méthode et les règles de régie d'entreprise de la Banque en rapport avec sa gestion des risques sont exposés aux pages 19 à 27 du Rapport annuel 2000. Aucun changement majeur n'a été apporté aux pratiques de gestion des risques énoncées dans le Rapport annuel 2000, sauf la formation d'un Comité de gestion du risque d'exploitation, qui permet d'attirer l'attention de la haute direction sur toutes les formes de risque d'exploitation. Le Comité de gestion du risque d'exploitation est un sous-comité du Comité de gestion des risques, qui conserve les responsabilités décrites dans le Rapport annuel.

RISQUE DE CRÉDIT

Le ralentissement de l'économie américaine a influé de manière défavorable sur les perspectives d'amélioration des conditions d'exploitation de bon nombre des clients emprunteurs de la Banque. En conséquence, au deuxième trimestre, la Banque a ajouté 50 millions de dollars à sa provision pour créances irrécouvrables, la portant à 450 millions de dollars pour l'exercice 2001. Par mesure de

prudence, la réserve générale pour créances irrécouvrables a elle aussi été augmentée de 100 millions de dollars au deuxième trimestre, au moyen d'une charge exceptionnelle imputée au revenu net. À 1 180 millions de dollars, la réserve générale représente 89 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques. Ces mesures sont compatibles avec la méthode utilisée par la Banque pour établir ses provisions de pertes sur prêts, telle qu'exposée aux pages 21 et 22 du Rapport annuel. La perte prévue demeure en deçà des prévisions antérieures, tandis que sa volatilité s'est accrue en raison de l'instabilité généralement plus grande des conditions du marché du crédit. Ce fait est particulièrement évident dans le cas de plusieurs entreprises dont la cote de solvabilité, auparavant élevée, a été abaissée rapidement ou même qui ont fait faillite, parfois à la suite de fraudes.

Les tableaux 1 à 5 à la fin de cette analyse présentent un sommaire détaillé de l'état du portefeuille de prêts de la Banque, de ses prêts douteux et de ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables.

Au 31 juillet 2001, le solde brut des prêts douteux s'est établi à 1 836 millions de dollars, alors qu'il était de 1 653 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre et de 1 501 millions de dollars à la fin de l'exercice 2000. Le solde brut des prêts et acceptations douteux représentait 1,26 % du total des prêts et acceptations à la fin du troisième trimestre, en hausse, par rapport à 1,12 % au 30 avril 2001 et à 1,04 % au 31 octobre 2000. Ces chiffres demeurent dans les limites de la fourchette observée par le passé sur l'ensemble d'un cycle économique. Les prêts continuent d'être bien provisionnés, avec une réserve pour créances irrécouvrables – spécifique et générale – qui s'établit à 1 661 millions de dollars à la fin du troisième trimestre. Les réserves de la Banque représentaient 90,5 % du solde brut des prêts douteux, contre 100 % à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2001 et 106 % à la fin de l'exercice 2000.

RISQUE DE MARCHÉ

Au 31 juillet 2001, le risque de marché de la Banque, lié aux fluctuations des taux d'intérêt et de change et du cours des actions et des produits de base, était conforme aux normes internes de la Banque relatives au risque lié à la valeur marchande.

La méthode utilisée pour mesurer le risque de marché est la même que celle qui est exposée dans le Rapport annuel, sauf que l'hypothèse du risque lié à la hausse des taux d'intérêt a été remplacée par celle d'une hausse de 100 points de base, tel qu'il est illustré ci-dessous.

Sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt ^{a)}

(Contre-valeur en dollars canadiens après impôts en millions de dollars)	Au 31 juillet 2001		Au 31 octobre 2000	
	Portefeuilles structurel et du marché monétaire		Portefeuilles structurel et du marché monétaire	
	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Revenu net à risque au cours des 12 prochains mois	44,2 \$	(38,1) \$	40,1 \$	(20,5) \$
Risque lié à la valeur économique	280,8 \$	(207,4) \$	215,8 \$	(250,6) \$

^(a) Les mesures du risque comprennent l'évaluation de l'effet des taux minimums et des options rattachées, mais excluent les mesures que la Banque pourrait prendre pour réduire le risque ou les mesures que les clients pourraient prendre en réaction aux changements de taux.

Sommaire de la VaR intégrée - Négociation et prise ferme - période du 1^{er} novembre 2000 au 31 juillet 2001

(Contre-valeur en dollars canadiens après impôts, en millions de dollars*)	Au 31 juillet 2001	Moyenne du trimestre	Haut du trimestre	Bas du trimestre	Moyenne cumulée	Haut	Bas
					depuis le début de l'exercice	depuis le début de l'exercice	depuis le début de l'exercice
Taux d'intérêt	16,7	16,0	21,7	11,6	14,9	21,7	11,5
Change	4,4	4,0	10,5	1,8	5,2	10,5	1,8
Produits de base	1,3	1,4	2,2	1,0	1,3	2,2	0,6
Titres de participation	2,7	5,4	10,2	2,5	5,4	15,2	2,5
Effet de corrélation	(5,6)	(4,8)	(6,9)	(3,0)	(4,6)	(6,9)	(2,2)
Total	19,5	22,0	n/a	n/a	22,2	n/a	n/a

* Mesure d'un jour avec un intervalle de confiance de 99 %.

Sensibilité au risque de marché ^{a) b)}

Évolution défavorable des taux et des cours du marché

(Contre-valeur en dollars canadiens après impôts, en millions de dollars)	31 juillet 2001		31 octobre 2000	
	\$ CA	\$ US	\$ CA	\$ US
Revenu net volatil au cours des 12 prochains mois	36,4\$	55,9\$	51,2\$	53,8\$
Risque lié à la valeur marchande	181,9\$	129,8\$	209,5\$	72,5\$

^(a) Le revenu net volatil et la valeur marchande à risque comprennent 1.4 \$ CA et 6.0 \$ US au 31 juillet 2001 et 5,4 \$ CA et 6,6 \$ US au 31 octobre 2000 en rapport avec les portefeuilles de négociation.

^(b) Les mesures du risque sont fondées sur l'analyse statistique des risques liés à la valeur marchande.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les liquidités, soit l'encaisse et les valeurs mobilières, ont diminué de 6,0 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2000, et s'établissent à 59,0 milliards de dollars au 31 juillet 2001. Cette diminution est attribuable à la réduction des positions opérationnelles en dollars américains. Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total de la Banque s'établissait à 25,6 % à la fin du troisième trimestre, alors qu'il était de 27,8 % à la fin de l'exercice précédent, et de 26,4 % à la fin du deuxième trimestre.

Les dépôts de base, qui représentent le total des dépôts moins les dépôts à terme de plus de 100 000 \$ payables à échéance fixe, ont diminué de 641 millions de dollars depuis le 31 octobre 2000, pour s'établir à 88,4 milliards de dollars au 31 juillet 2001. Le total des dépôts a, pour sa part, enregistré une baisse de 5,7 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2000, pour atteindre 151,0 milliards de dollars au 31 juillet 2001. La baisse du total des dépôts est attribuable à la diminution des positions opérationnelles en dollars américains. Le ratio des dépôts de base au total des dépôts, à la fin du troisième trimestre, a augmenté et s'est établi à 58,5 %, comparativement à 56,8 % à la fin de l'exercice précédent et à 56,9 % à la fin du deuxième trimestre.

Afin de conserver un ratio de liquidité élevé, la Banque veille à ce que les sources de fonds auxquelles elle a recours soient largement diversifiées et à ce que la composition de son portefeuille de dépôts soit bien répartie sur le plan des types de dépôts, catégories de clients, devises et régions

géographiques. Les dépôts de base représentent une portion importante de la masse des dépôts de la Banque et constituent une source de fonds stable, tant en dollars américains qu'en dollars canadiens. C'est grâce à ces dépôts et à un imposant fonds de capital que la Banque est en mesure de réduire sa dépendance à l'égard d'autres sources de fonds plus instables.

Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total de la Banque et le niveau des dépôts de base à la fin du trimestre sont acceptables et représentent une position de liquidité solide.

RISQUE D'EXPLOITATION

Aucun changement important n'a été apporté aux méthodes de mesure servant à la gestion du risque d'exploitation décrites dans le Rapport annuel. La Banque n'a subi aucune perte importante découlant du risque d'exploitation au cours des trois premiers trimestres de 2001. La Banque continue d'améliorer ses méthodes de mesure dans ce domaine, en utilisant des bases de données et en participant à des études sur le secteur des services financiers.

GESTION DU CAPITAL

Les objectifs, la stratégie et la méthode de la Banque en matière de gestion du capital sont exposés à la page 28 de son Rapport annuel 2000.

Au 31 juillet 2001, le ratio du capital de première catégorie de la Banque s'établit à 8,84 %, contre 8,94 % à la fin du deuxième trimestre et 8,83 % au 31 octobre 2000. À la fin du dernier trimestre, le ratio du capital total de la Banque s'établit à 12,60 %, comparativement à 12,74 % au deuxième trimestre et à 11,97 % à la fin de l'exercice 2000. L'actif pondéré en fonction des risques s'établit à 133,1 milliards de dollars au troisième trimestre, alors qu'il était de 132,4 milliards de dollars au 30 avril 2001 et de 134,4 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

Les ratios de capital demeurent bien au-dessus des taux minimaux que les organismes de réglementation canadiens jugent nécessaires pour qu'une banque soit considérée comme bien capitalisée. Ces ratios sont en outre supérieurs au ratio moyen des grandes banques canadiennes. Les niveaux de capital à la fin du troisième trimestre étaient légèrement moins élevés qu'à la fin de l'exercice précédent, malgré le remboursement de capital aux investisseurs que la Banque a effectué par le biais de son programme de rachat d'actions. Les éléments du changement sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Source et utilisation du capital en 2001

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Total du capital de première catégorie		Actif pondéré en fonction des risques	Ratio du capital de première catégorie
31 octobre 2000	11 864 \$	31 octobre 2000	134 360 \$	8,83 %
Revenu net	1 467	Augmentations (diminutions)		
Dividendes	(497)	Groupe Particuliers et entreprises	1 068	
Écart d'acquisition	(376)	Groupe Gestion privée	(135)	
Émission d'actions	534	Groupe Services d'investissement	(6 831)	
Rachat d'actions	(1 260)	Soutien	4 606	
Conversion et autres	28			
31 juillet 2001	11 760 \$	31 juillet 2001	133 068 \$	8,84 %

Le 23 janvier 2001, le Conseil d'administration de la Banque a déclaré un dividende en actions de 100 % qui s'est traduit par un fractionnement des actions ordinaires de la Banque à raison de deux actions pour une, rendant ainsi l'achat d'actions plus accessible aux particuliers. Les actions ont commencé à se négocier ex-dividende le 1^{er} mars 2001 à la Bourse de Toronto.

Au cours du premier trimestre, la Banque a également annoncé son intention de racheter jusqu'à concurrence de 30 millions de ses actions ordinaires au moyen d'une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Cette offre prend fin le 31 décembre 2001. Le 23 mai 2001, la Banque a annoncé son intention de porter le plafond de son programme de rachat d'actions de 30 millions à 52 millions d'actions ordinaires, correspondant à 9,9 % des actions émises et en circulation au début du programme. Au cours du troisième trimestre, la Banque a racheté 11,4 millions d'actions, à un cours moyen de 38,20 \$, pour une somme totale de 436 millions de dollars. Dans le cadre de ce programme, la Banque a racheté, au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2001, 32,6 millions d'actions, à un cours moyen de 38,68 \$, pour une somme totale de 1 260 millions de dollars.

Au cours de l'exercice 2000, la Banque avait racheté près de 15,7 millions d'actions au coût de 500 millions de dollars dans le cadre d'un programme de rachat d'actions qui se terminait le 31 octobre 2000. La solidité du fonds de capital facilite la mise en œuvre de tels programmes et permet à la Banque de restreindre l'utilisation excessive de capital qui se traduit par un rendement de l'actif des actionnaires inadéquat. La forte suffisance de capital conjuguée à une prévision de croissance modérée de l'actif pondéré en fonction du risque permet à la Banque de poursuivre ses programmes de rachat d'actions et de gérer avec plus de souplesse la composition de son capital. Au cours de l'exercice 2000 et des trois premiers trimestres de 2001, la Banque a remboursé 1,8 milliard de dollars en capital aux actionnaires dans le cadre de programmes de rachats d'actions. Ces programmes bénéficient aux actionnaires en augmentant le résultat par action, mais ont pour effet de réduire les revenus et le revenu net en deçà de ce qu'ils auraient été autrement, la Banque étant privée de ces fonds.

Comme l'expliquent en détail les notes afférentes aux états financiers du troisième trimestre, la Banque a conclu la transaction d'acquisition de la First National Bank of Joliet le 13 juillet 2001. Le coût d'acquisition de 337 millions de dollars a été payé en espèces et au moyen d'une émission de 5 325 307 actions ordinaires évaluées à 40,07 \$ l'action, totalisant 213 millions de dollars. Le 19 juillet 2001, la Banque a conclu la transaction d'acquisition du Groupe de fonds Guardian Limitée (GGOF) en contrepartie d'une somme de 187 millions de dollars, payée au moyen d'une émission de 4 960 140 actions ordinaires évaluées à 37,74 \$ l'action.

Au cours du deuxième trimestre de 2001, la Banque a racheté toutes ses actions privilégiées de catégorie B, série 1, en circulation, au prix de 250 millions de dollars. Durant le troisième trimestre, la Banque a annoncé son intention de racheter toutes ses actions privilégiées de catégorie B, série 2, au pair, en contrepartie d'une somme de 250 millions de dollars américains, le 27 août 2001.

En janvier 2001, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié pour consultation un nouveau projet d'accord sur les fonds propres, destiné à remplacer en 2005 l'accord initial conclu en 1988. L'accord projeté devrait améliorer la sécurité et l'intégrité du système financier en permettant aux banques de déterminer avec plus de souplesse les niveaux de capital relatifs à la sensibilité au risque. Les principaux éléments du cadre proposé offrent un ensemble de méthodes, simples ou complexes, pour mesurer les risques de crédit et d'exploitation. Le document propose une structure souple dans laquelle chaque banque, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, pourra adopter les méthodes les mieux adaptées à son niveau de complexité et à son profil de risque. L'accord vise à favoriser, par la réduction du capital réglementaire, l'instauration de mesures du risque plus rigoureuses et plus précises.

Les initiatives en cours dans le secteur des services financiers visent notamment à élaborer des commentaires unifiés sur le projet d'accord, à collaborer avec les organismes de réglementation nationaux au règlement des questions nationales et à collaborer avec les organismes nationaux de surveillance au règlement des questions liées à la mise en œuvre de ce cadre au cours des trois prochaines années. La Banque procède actuellement à des examens internes de ses systèmes et processus afin d'établir les conditions nécessaires à la mise en œuvre de l'accord d'ici 2004.

COTE DE CRÉDIT

La cote de crédit de la Banque, résultat des cotes attribuées à sa dette prioritaire par Moody's et Standard & Poor's, est demeurée inchangée à AA- au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2001.

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

Les tableaux 1 à 5 font partie intégrante de la présente analyse de l'exploitation et de la situation financière.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PRÉVISIONNELLES

À l'occasion, la Banque de Montréal fait des déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites. Ces déclarations peuvent figurer dans le présent rapport trimestriel, dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-

Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Dans le cas de ces énoncés, nous nous prévalons de la protection de la règle refuge sur les énoncés prospectifs du *Private Securities Litigation Reform Act* des États-Unis, de 1995. Ces déclarations prévisionnelles comprennent, sans toutefois y être limitées, des observations concernant nos objectifs et nos stratégies, notre situation financière, les résultats de nos activités d'exploitation et de nos secteurs d'activité, nos prévisions concernant nos activités et l'économie du Canada et des États-Unis et une analyse de notre gestion du risque et du capital.

Cependant, de par leur nature même, ces déclarations prévisionnelles comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, généraux et spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prévisionnelles ne se matérialisent pas. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du présent rapport de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Les déclarations prévisionnelles peuvent être influencées par les facteurs suivants : les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous oeuvrons, notamment les pressions qui s'exercent continuellement en matière de tarification des prêts et des dépôts, et la conjoncture politique et économique, dont l'évolution de l'inflation et les changements technologiques. La Banque de Montréal tient à souligner que la liste des facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres événements et incertitudes éventuels. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations provisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par la Banque ou en son nom.

Tableaux complémentaires

Tableau 1 Solde net des prêts et acceptations - Information sectorielle

(en millions de dollars)	Au		
	31 juillet 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000
Solde net des prêts et acceptations, par produit et par secteur d'activité			
Particuliers			
Prêts hypothécaires à l'habitation	37 901 \$	36 553 \$	36 491 \$
Prêts sur cartes de crédit	1 525	1 407	1 367
Autres prêts aux particuliers	18 768	18 033	17 611
Total des prêts aux particuliers	58 194 \$	55 993 \$	55 469 \$
Portefeuille des engagements d'entreprises et d'institutions			
Institutions financières	16 192 \$	13 847 \$	15 682 \$
Prêts hypothécaires aux entreprises	7 023	6 612	6 528
Construction (non immobilière)	1 061	1 556	1 558
Secteur immobilier	3 207	3 895	3 514
Secteur manufacturier	12 265	14 635	13 535
Mines et énergie	2 924	3 847	4 155
Services	6 815	7 107	7 178
Commerce de détail	3 233	3 173	3 251
Commerce de gros	2 945	3 434	3 499
Agriculture	2 443	2 608	2 439
Transport et services publics	3 667	4 532	4 049
Communications	3 701	3 262	2 481
Autres	3 709	2 496	2 554
Total du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises, déduction faite des réserves	69 185 \$	71 004 \$	70 423 \$
Titres pris en pension	17 592 \$	16 308 \$	19 993 \$
Total des prêts aux entreprises et aux institutions	86 777 \$	87 312 \$	90 416 \$
Réserve générale	(1 180) \$	(1 080) \$	(970) \$
Pays en développement désignés	302	222	224
Total des prêts et acceptations	144 093 \$	142 447 \$	145 139 \$

Tableau 2 Solde net des prêts et acceptations - Information sectorielle (suite)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au		
	31 juillet 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000
Solde net des prêts et acceptations, par pays			
Canada	96 070 \$	90 698 \$	89 066 \$
États-Unis	46 758	49 307	52 663
Autres pays			
PED désignés	302	222	224
Autres	2 143	3 300	4 156
Réserve générale			
Canada	(930)	(930)	(820)
États-Unis	(250)	(150)	(150)
Solde net des prêts et acceptations	144 093 \$	142 447 \$	145 139 \$
Solde net des prêts et acceptations au Canada, par province			
Atlantique	4 646 \$	4 460 \$	4 495 \$
Québec	13 486	14 602	13 649
Ontario	51 496	43 794	43 318
Prairies	13 471	14 722	14 286
Colombie-Britannique et Territoires	12 971	13 120	13 318
Réserve générale	(930)	(930)	(820)
Solde net des prêts et acceptations au Canada	95 140 \$	89 768 \$	88 246 \$
Ratios de diversification			
(en pourcentage du solde net des prêts et acceptations)			
Particuliers	40,1%	39,0%	38,0%
Entreprises et institutions	59,7%	60,8%	61,8%
PED désignés	0,2%	0,2%	0,2%
Canada	66,0%	63,0%	60,7%
États-Unis	32,3%	34,5%	36,2%
Autres pays			
PED désignés	0,2%	0,2%	0,2%
Autres	1,5%	2,3%	2,9%

Tableau 3 Prêts et acceptations douteux par classement comptable

(Soldes à la date indiquée, en millions de dollars)	T3-2001	T2-2001	Cumul-2001	T3-2000	Cumul-2000
Total des prêts et acceptations douteux					
Solde brut des prêts et acceptations douteux, au début de la période	1 653 \$	1 702 \$	1 501 \$	1 189 \$	1 092 \$
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	456	481	1 435	357	771
Réduction des prêts et acceptations douteux (1)	(141)	(397)	(689)	(157)	(376)
Augmentation (diminution) nette	315 \$	84 \$	746 \$	200 \$	395 \$
Radiations	(132)	(133)	(411)	(55)	(153)
Solde brut des prêts et acceptations douteux, à la fin de la période	1 836 \$	1 653 \$	1 836 \$	1 334 \$	1 334 \$
Réserve pour créances irrécouvrables (2), au début de la période	1 656 \$	1 554 \$	1 597 \$	1 472 \$	1 348 \$
Augmentation des réserves spécifiques	137	135	375	112	334
Augmentation de la réserve générale	-	100	100	-	-
Virement de réserves	-	-	-	-	-
Radiations	(132)	(133)	(411)	(55)	(153)
Réserve pour créances irrécouvrables (2), à la fin de la période	1 661 \$	1 656 \$	1 661 \$	1 529 \$	1 529 \$
Solde net des prêts et acceptations douteux, au début de la période	(3) \$	148 \$	(96) \$	(283) \$	(256) \$
Modification du solde brut des prêts douteux	183	(49)	335	145	242
Modification de la réserve pour créances irrécouvrables	(5)	(102)	(64)	(57)	(181)
Solde net des prêts et acceptations douteux, à la fin de la période	175 \$	(3) \$	175 \$	(195) \$	(195) \$

Notes :

(1) Prêts et acceptations revenant à un état productif, ventes et remboursements.

(2) Exclut la réserve pour créances irrécouvrables à l'égard des instruments hors bilan et les réserves à l'égard des engagements des pays en développement excédant les montants des prêts douteux.

Tableau 4 Solde net des prêts et acceptations douteux - Information sectorielle

(en millions de dollars)	Au		
	31 juillet 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000
Particuliers			
Prêts hypothécaires à l'habitation	126 \$	138 \$	122 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	60	48	45
Total pour les particuliers	186 \$	186 \$	167 \$
Portefeuille des engagements d'entreprises et d'institutions			
Institutions financières	75 \$	108 \$	93 \$
Prêts hypothécaires aux entreprises	36	19	24
Construction (non immobilière)	48	6	5
Secteur immobilier commercial	16	27	29
Secteur manufacturier	193	143	102
Mines et énergie	56	97	113
Services	99	109	117
Commerce de détail	119	89	22
Commerce de gros	66	11	42
Agriculture	11	17	17
Transport et services publics	316	138	155
Communications	100	13	4
Autres	34	21	(115)
Total du portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	1 169 \$	798 \$	608 \$
Titres pris en pension	- \$	- \$	- \$
Total des prêts aux entreprises et aux institutions	1 169 \$	798 \$	608 \$
Réserve générale	(1 180) \$	(1,080) \$	(970) \$
Pays en développement désignés	-	-	-
Solde net des prêts et acceptations douteux	175 \$	(96) \$	(195) \$

Tableau 5 Solde net des prêts et acceptations douteux - Information sectorielle (suite)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au		
	31 juillet 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000
Solde net des prêts et acceptations douteux, par pays (1)			
Canada	721 \$	521 \$	509 \$
États-Unis	611	432	233
Autres pays	-	-	-
Autres	23	31	33
Réserve générale	(930)	(930)	(820)
Canada	(250)	(150)	(150)
États-Unis	(250)	(150)	(150)
Solde net des prêts et acceptations douteux	175 \$	(96) \$	(195) \$

Ratios liés à la situation

Solde brut des prêts douteux par rapport au total de l'avoir des actionnaires			
et de la réserve pour créances irrécouvrables	12,55%	10,51%	9,83%
SNPD par rapport au solde net des prêts et acceptations	0,12%	(0,07%)	(0,13%)
Ventilation du SNPD par rapport au solde net des prêts et acceptations			
Particuliers	0,32%	0,33%	0,30%
Portefeuille diversifié des engagements d'entreprises	1,69%	1,12%	0,86%
Canada	(0,22%)	(0,46%)	(0,35%)
États-Unis	0,78%	0,57%	0,16%
Autres pays			
PED désignés	0,00%	0,00%	0,00%
Autres	1,07%	0,94%	0,79%

(1) Emplacement en fonction du risque ultime de l'actif sous-jacent.

	Au		
	31 juillet 2001	31 octobre 2000	31 juillet 2000
Prêts aux particuliers			
Ratio des prêts en souffrance (90 jours et plus)			
Prêts aux particuliers	0,36%	0,36%	0,32%
Prêts sur cartes de crédit	0,60%	0,66%	0,59%
Prêts hypothécaires (à l'exclusion des ménages)	0,35%	0,35%	0,30%
Total des prêts aux particuliers (à l'exclusion des ménages)	0,36%	0,37%	0,32%
Portefeuille des ménages	2,13%	2,30%	2,29%
Total des prêts aux particuliers	0,44%	0,47%	0,42%